

INpreCOR

Numéro 355 du 19 juin au 2 juillet 1992 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

Danemark : Les empêcheurs d'unifier en rond



- Tchécoslovaquie : Un divorce attendu
- Haïti : Le prophète désarmé

INpreCOR

SOMMAIRE DU NUMERO 355
DU 19 JUIIN AU 2 JUILLET 1992

3

DANEMARK

Les empêcheurs d'unifier en rond
Bodil RASMUSSEN

6

TCHÉCOSLOVAQUIE

A quand la partition ?
Adam NEZVAL

9

SUISSE

Du FMI aux F/A-18
Charles-André UDRY

10

RUSSIE

Voix de l'Oural
Poul Funder LARSEN

11

La misère de Perm

Interview de Boris IKLOV

12

La seconde bataille de Tankograd

Interview de Vladimir RESNITS

14

1492-1992

Les femmes et la "pureté du sang"
Verena STOLCKE

18

HAÏTI

Le prophète désarmé
Arthur MAHON

21

AMÉRIQUE LATINE

Mercosur, un projet en gestation
Aldo GILI

23

ÉCOLOGIE

« Sauver la planète »
DOCUMENT

24

L'environnement et les deux mondes

Luiz PINGUELLI ROSA

28

Nouvelles du monde

CUBA — ÉGYPTÉ — FRANCE

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.



INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC (Presse-Édition-
Communication) Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
170 FF pour six mois. 330 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
180 FF pour six mois. 350 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
210 FF pour six mois. 420 FF pour un an.

Pli fermé

France - Europe : 230 FF pour six mois.
460 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à
l'ordre
de "PEC", à adresser à Inprecor,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence
Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.



Abonnement Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Abonnement promotionnel (60 FF, 3 mois)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Les empêcheurs d'unifier en rond

LA TENTATIVE de construction d'une super-structure politique pour préparer le grand marché a été temporairement freinée ; de nouvelles discussions surgissent dans différents pays.

Au Danemark, la plupart des partis politiques défendaient le oui ; seuls 28 des 175 députés votèrent contre Maastricht au Parlement. La majorité des grands patrons et des dirigeants syndicaux, ainsi que presque tous les journaux avaient pris parti pour la ratification, ce qui illustre la portée de l'événement.

Le non l'a emporté dans toutes les grandes villes ; cette majorité urbaine était plus faible que celle qui s'était exprimée lors du référendum de 1986 sur l'Acte unique (voir tableau en p. 4), ce qui s'explique principalement par le changement de position de la direction social-démocrate — en 1986, sous la pression de son électorat, celle-ci défendait le non, alors que cette année, elle soutenait la ratification du traité.

Contrairement à 1986, le vote pour le non a été plus important dans les départements les plus touchés par le chômage ; dans certains d'entre eux, il y a une importante population de fermiers et de pêcheurs, directement touchés par les décisions de la Communauté et de plus en plus mécontents.

Le vote non a donc traversé pratiquement tous les secteurs de la société ; mais c'est surtout la majorité de la classe ouvrière, et surtout les gens les plus touchés par la crise économique, qui ont voté non.

Divers sondages ont aussi révélé que les femmes (57 % de non) étaient davantage opposées à Maastricht que les hommes (57 % de oui) — or les opinions racistes et militaristes sont moins répandues parmi elles. Avant le référendum, les médias prétendaient que les jeunes étaient tout particulièrement « favorables à l'idée d'une Europe unie » et qu'ils voteraient donc oui. En fait, ici la division entre sexes a été particulièrement claire : les jeunes femmes ont voté non, et les jeunes hommes oui.

Le non des Danois au Traité de Maastricht (50,7 % des électeurs ont rejeté le projet d'union politique européenne), lors du référendum du 2 juin 1992, a provoqué un électrochoc dans la bourgeoisie danoise et dans toute la Communauté européenne (CE) (voir *Inprecor* n° 354 du 5 juin 1992).

Au lendemain du scrutin, les dirigeants politiques danois et européens se sont empressés de déclarer que cela n'aurait pas de conséquences sur la ratification du Traité par les autres États membres de la CE. Cependant, cet événement a jeté un voile de scepticisme sur l'union européenne.

Bodil RASMUSSEN

Il faut savoir que 64 % des électeurs habituels de la social-démocratie ont ignoré les consignes de vote de leurs dirigeants.

Les partis désavoués

Tous les leaders syndicaux d'envergure nationale appelaient à voter oui, mais localement plusieurs structures participèrent à la campagne pour le non.

Entre 12 et 15 % de l'électorat des deux grands partis bourgeois au gouvernement —

le Parti conservateur du peuple et le Parti libéral — ont voté non, alors que les deux partis bourgeois qui prônaient cette position, le Parti du peuple chrétien et le Parti du progrès (extrême droite) ont été suivis respectivement par 64 et 67 % de leurs électeurs.

Des intérêts différents ont convergé dans la majorité pour le non. Cependant,

on peut dégager certains arguments qui ont eu une influence déterminante dans le débat à la veille du référendum.

- Les gens ont l'impression que la CE et le Traité de Maastricht ne sont pas démocratiques. Cela est partiellement dû au fait que le Danemark, qui se vit comme un petit pays, aura peu d'influence dans la CE ; cela vient aussi de la suspicion et des critiques générales provoquées par la CE, qui apparaît comme un appareil supranational, lointain et bureaucratique. Une des affiches de la campagne pour le non proclamait : « *La CE fait au moins quelque chose pour la démocratie, elle la supprime.* »

- Selon une idée très répandue — mais parfois fautive —, le système de prestations sociales est meilleur au Danemark que dans d'autres pays de la CE et l'intégration provoquera leur révision à la baisse. Il a été souligné que la Banque fédérale européenne ne recherche que la stabilité des prix, ce qui laisse peu d'espace à la lutte contre le chômage.

- Il existe une défiance générale envers les politiciens favorables à l'union. Avant le référendum, le gouvernement avait été éclaboussé par de nombreux scandales politiques et accusé de tromper le Parlement. Le référendum a donc pu être utilisé comme une protestation contre l'establishment politique, responsable de l'instauration de sévères mesures d'austérité — selon un sondage réalisé après le 4 juin, 40 % des personnes interrogées considéraient que la victoire du non avait un rapport avec l'Union européenne ; 13 % qu'il s'agissait d'une protestation contre le gouvernement ; et 32 %



« Non à la CE ! »

Une intégration difficile

Depuis l'entrée du Danemark dans la Communauté européenne (CE), en 1972, cette participation est restée très impopulaire — sa contestation est généralement le fait des forces réformistes de gauche.

Le Mouvement populaire contre la CE fut créé en 1972. A l'époque, le Parti communiste retrouva une certaine force grâce à son rôle moteur dans ce mouvement, qui détient aujourd'hui quatre sièges danois au Parlement européen, surtout grâce aux voix de la social-démocratie.

Le Danemark est le pays européen où l'hostilité à l'égard de la CE est la plus importante. C'est pourquoi les hommes politiques ont été obligés, à de multiples reprises, d'assurer que l'intégration européenne ne serait pas étendue à d'autres terrains de la politique danoise. En 1986, le Premier ministre, Poul Schülter qualifia l'union européenne de « raide-morte ».

Depuis 1972, le Danemark est frappé de plein fouet par la crise économique, qui s'est accompagnée d'une sévère austérité et d'une importante augmentation du chômage. Certains considèrent cela — y compris à tort — comme une conséquence de la participation du pays à la CE. D'ailleurs, pendant des années, l'économie s'est mieux portée dans des pays non membres comme la Suède et la Norvège.

Aujourd'hui, les sondages montrent que 75 à 80 % de la population est favorable à la participation danoise à la CE, mais pas à l'union politique — malgré l'important scepticisme, de plus en plus de gens pensent qu'il n'est plus possible de quitter la CE. ★

autres pays de la CE jusqu'à l'automne 1992. Pendant ce temps, le gouvernement essaye de trouver le moyen d'intégrer le Danemark à certaines parties du Traité de Maastricht sans trop provoquer les opposants du Traité.

Mais ce projet risque d'être très compliqué, à cause de l'attitude des autres gouvernements de la CE et de la situation politique intérieure danoise.

Peu après le référendum, plusieurs journaux, des dirigeants syndicaux (qui avaient défendu le oui) et la social-démocratie ont proposé de nouvelles élections parlementaires. D'autres responsables syndicaux ont demandé la démission du gouvernement. Mais celui-ci a rejeté ces deux propositions, avec le soutien, cette fois, de tous les autres partis bourgeois, même ceux qui s'étaient opposés à Maastricht.

Il semble donc que le gouvernement survivra encore un temps, mais uniquement sur la base d'une majorité parlementaire incluant le Parti du progrès, qui s'oppose à Maastricht et à toute nouvelle négociation sur l'union politique européenne. Sans un accord avec le Parti du progrès ou avec la social-démocratie, le gouvernement ne disposera pas d'une majorité parlementaire et une nouvelle crise politique risque d'éclater.

Amertume social-démocrate

La social-démocratie est confrontée à de nouveaux problèmes à cause du résultat du référendum. En avril 1992, les frustrations existant au sein de ce parti, après dix ans d'opposition, ont provoqué une bataille interne et l'élection d'un nouveau président, Myrup-Rasmussen. Cette lutte a affaibli la campagne du parti en faveur du oui, qui, de toutes façons, aurait été difficile à cause de la traditionnelle opposition de son électorat à la CE.

Le nouveau dirigeant avait promis que l'influence social-démocrate augmenterait dans les négociations avec le gouvernement, mais, après le référendum, cette promesse sera difficile à tenir. Par exemple, certains des partis petits-bourgeois, qui coopèrent parfois avec la social-démocratie, ont réagi de manière très négative à son appel pour de nouvelles élections.

Alors que le vote non provient d'un mouvement large et hétéroclite, les aspirations de ses initiateurs sont loin d'être les mêmes. Le Parti socialiste du peuple (SF), des secteurs de Danemark 92 et le Mouvement populaire contre la CE (voir encadré ci-contre) acceptent la participation danoise à la CE et demandent une renégoc-

qu'elle représentait un rejet de l'ensemble du système politique danois.

● Une attention spécifique a été accordée, pendant la campagne, à la dimension militaire de l'Union européenne. Le Danemark n'appartient pas à l'Union de l'Europe occidentale (UEO), qui, selon le Traité de Maastricht, sera chargée des tâches militaires. Même les partis favorables à l'union émettaient des réserves quant à une politique de défense commune.

● Le sentiment national concernant la disparition de la monnaie danoise, l'avenir de la langue danoise, etc., a certainement aussi joué un rôle.

● Enfin, la peur d'une "invasion" de pauvres venus de l'Europe du Sud a été aussi brandie par les opposants de droite à l'union, qui expliquaient : « Si nous payons des avantages sociaux aux travailleurs portugais au Danemark, il en restera moins pour les Danois. »

Ainsi, le non danois n'a pas uniquement exprimé des sentiments progressistes. D'un côté, il a rassemblé des éléments de protestation sociale contre les politiciens au pouvoir, une exigence démocratique et le souhait d'une Europe plus ouverte que celle envisagée par Maastricht, de l'autre, parmi la majorité des gens, il y avait aussi des éléments de nationalisme, une pensée étroite et même du racisme.

Par ailleurs, les trois principaux arguments pour le oui étaient : la possibilité de prendre des mesures communes pour l'environne-

ment ; le fait qu'une Europe unie garantirait la paix et le développement de la coopération internationale ; et, enfin, la nécessité économique d'être dans l'Europe — et les conséquences terribles d'une non-appartenance.

La social-démocratie a surtout mis l'accent sur la solution des problèmes de l'environnement et sur la lutte contre le chômage. Bien que cette vision soit largement chimérique, elle a certainement attiré des gens qui rêvent de solutions internationales aux problèmes actuels.

La crise est ouverte

L'intégration danoise dans l'Union économique et monétaire (UEM) était l'un des principaux projets politiques du gouvernement et avait, dans une certaine mesure, déjà jeté les bases d'une coopération entre le gouvernement et la social-démocratie. Les premières réactions des politiciens à la victoire du non ont été marquées par la confusion et l'inquiétude. La majorité du Parlement a décidé de reporter la décision sur les futures relations du Danemark avec les onze

<i>Référendums concernant la Communauté européenne réalisés au Danemark</i>			
	OUI	NON	
1972	63,4 %	36,6 %	(Appartenance à la CEE)
1986	56,2 %	43,8 %	(Acte unique)
1992	49,3 %	50,7 %	(Union européenne)

Le SAP et le non

Le Parti socialiste des travailleurs (SAP, section danoise de la IVe Internationale) a participé à la campagne de la Liste d'unité. Mais il a également lancé sa propre campagne contre la "Forteresse Europe", défendant le non d'un point de vue antimilitariste, anti-impérialiste et antiraciste.

Bien que cette campagne soit restée très modeste en comparaison de celles des grandes organisations défendant le non, elle a réuni des jeunes autour de ses activités, surtout dans la région de Copenhague.

En février 1992, le SAP a organisé une conférence sur l'exploitation du tiers monde par l'Europe occidentale, et sur le racisme et le militarisme en Europe, qui a réuni de nombreux jeunes. Ensuite, il a diffusé des dizaines de milliers de tracts contre le Traité de Maastricht et a organisé une randonnée à bicyclette à travers tout le pays contre la "Forteresse Europe", ponctuée par des réunions dans sept grandes villes. ★

ciation du traité de Maastricht. Selon une motion préalable au référendum du SF, le Danemark devrait rejeter les parties du Traité concernant l'union économique et la politique de défense commune. Avec des réserves, ce parti est favorable à des politiques communes en matière de consommation et d'environnement, et à une charte sociale.

A l'autre extrémité du spectre politique, le Parti du progrès et d'autres opposants bourgeois à Maastricht veulent que le Danemark reste dans le marché unique, mais rejettent l'union politique et toute nouvelle négociation.

La récupération des non

Le Parti du progrès, le SF et, en partie, le petit Parti chrétien sont les seules formations qui représentent les votants pour le non au Parlement. Cependant, les gens qui ont voté non ont déjà dû grincer les dents lorsque le président du SF, Holger K. Nielsen, quelques jours après le référendum, a commencé à développer sa propre interprétation. Alors que le vote a porté sur l'ensemble du traité, il a indiqué les parties de celui-ci qu'il fallait garder et celles qu'il fallait rejeter. Ce type de discours peut très facilement être utilisé par le gouvernement,

qui tente de trouver une majorité pour « Maastricht moins 10 % ».

La Liste de l'unité (1) et une partie du Mouvement populaire contre la CE (surtout certains groupes stalinien) ont rejeté l'éventualité de nouvelles négociations sur le Traité de Maastricht et continuent à résister fermement à la CE en tant que telle. Alors que les forces du Mouvement populaire offrent une alternative étroite et nationaliste à la CE, la Liste de l'unité essaye d'apporter des réponses internationalistes.

Lors de la campagne pour le référendum, la Liste de l'unité s'est opposée au Traité de Maastricht avec divers arguments : il n'est pas démocratique ; il provoquera une réduction des prestations sociales et des préoccupations pour l'environnement ; et il suppose l'application d'une politique d'immigration raciste et la formation d'une armée européenne.

La Liste de l'unité expliquait aussi qu'une ratification danoise du traité conduirait à une dégradation des conditions de lutte pour une solution socialiste et écologiste des grands problèmes, tels le chômage et la pollution.

En contrepartie, la Liste proposait que le Danemark développe ses relations avec des pays extérieurs à la CE, tels la Scandinavie, l'Europe de l'Est et le tiers monde. Elle

avançait aussi quelques perspectives assez vagues de « coopération volontaire entre les pays de toute l'Europe » et d'une « Europe sans frontières ».

Alors que beaucoup de gens ont voté non pour des raisons sociales et démocratiques et que l'establishment politique est en pleine crise, des opportunités s'ouvrent pour la gauche et, en particulier, pour la Liste d'unité.

Les opposants à Maastricht

Le Parti socialiste populaire (SF), réformiste de gauche, dispose de 15 sièges au Parlement. Il fit partie du Mouvement populaire contre la CE pendant des années, mais le quitta en 1991.

Le Parti du progrès : formation de droite avec une rhétorique et une politique populistes et racistes — il dispose de 12 sièges au Parlement.

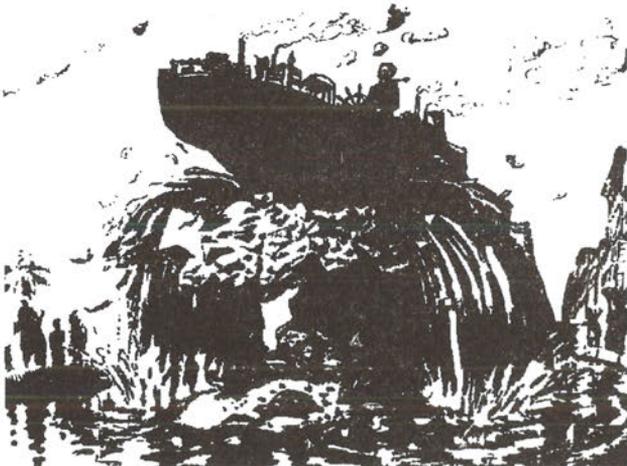
Le Mouvement populaire contre la CE a été créé en 1972 à l'occasion du référendum sur la participation danoise à la CE. Après avoir connu une scission en 1991, le Mouvement est aujourd'hui composé d'individus, de militants et d'anciens membres du Parti communiste, de certains groupes stalinien et de militants des Socialistes de gauche. Il dispose de 4 sièges au Parlement européen.

Danemark 92 : large alliance d'individus contre le Traité de Maastricht, fondée après les scissions du Mouvement populaire, qui a mené campagne contre Maastricht avec des arguments de nature démocratique. L'un de ses principaux représentants est Drude Dalheryp, une militante féministe danoise connue.

Syndicats contre l'union politique : alliance de syndicats locaux et de délégués syndicaux, composée par des sociaux-démocrates et d'autres membres de la gauche syndicale. Certains de ses dirigeants appartiennent à un groupe stalinien qui s'est séparé du PC il y a quelques années. ★

Celle-ci devra s'emparer de la protestation sociale et démocratique, maintenir sa résistance à la CE et développer une politique internationale cohérente. ★

Copenhague, 10 juin 1992



1) La Liste d'unité est une coalition de gauche fondée en 1989, composée des Socialistes de gauche (VS), du Parti communiste, du Parti socialiste des travailleurs (SAP, section danoise de la IVe Internationale) et d'autres groupes de gauche. Elle a obtenu 1,7 % des voix lors des dernières élections parlementaires.

A quand la partition ?

Les élections des 5 et 6 juin 1992 en Tchécoslovaquie illustrent le rejet massif de la thérapie de choc en Slovaquie, alors que la droite remporte une courte victoire dans la République tchèque. Le dirigeant tchèque Vaclav Klaus a refusé de participer à toute coalition fédérale avec les opposants slovaques, ce qui rend pratiquement inévitable l'effondrement de la fédération tchécoslovaque.

Adam NEZVAL



LES PARTIS socialistes et nationalistes ont remporté 65 % des voix en Slovaquie, ce qui exprime l'hostilité de la population à la thérapie de choc, qui a dévasté la déjà pauvre république orientale. Le

Parlement slovaque va maintenant déclarer sa souveraineté et tenter d'établir une confédération plus lâche avec la République tchèque. Le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS, nationaliste de gauche), qui a remporté 48 % des sièges au Parlement slovaque, exige une « nouvelle réforme pour la Slovaquie » — avec ou sans les Tchèques — d'ici la fin 1992.

Comme le nationalisme qui a surgi partout ailleurs dans l'ancien "bloc soviétique", la renaissance du nationalisme slovaque a des fondements économiques. Mais, la situation spécifique de la Tchécoslovaquie l'a conduit à adopter une ligne progressiste.

Le dirigeant populiste du HZDS, Vladimir Meciar, a déclaré lors de sa campagne que « le chômage est trois fois plus important en Slovaquie que dans les Pays tchèques, qui profitent de 90 % des investissements étrangers et du tourisme depuis 1989. (...) Le gouvernement favorable à Prague renvoie la Slovaquie à sa situation d'avant-guerre de réserve agricole et de main-d'œuvre pour les riches Pays tchèques » (1). Meciar critique la servilité tchèque face au capital allemand et explique que l'indépendance vis-à-vis de l'économie mondiale serait plus viable si le pays reprenait des liens commerciaux et politiques avec la Pologne, la Hongrie et l'Ukraine.

La "nouvelle réforme" que propose le

HZDS est basée sur d'importantes créations d'emplois et sur une restructuration de l'économie impulsée par l'Etat. Les achats de coupons par les travailleurs devront être favorisés dans les futures privatisations, et l'investissement étranger sera soumis à des conditions plus strictes. Le vote pour les partis soutenant cette stratégie a été si important que l'Union démocratique civique (ODU) au pouvoir, pro-tchèque, n'a même pas obtenu les 5 % de voix nécessaires pour entrer au Parlement.

La bombe à retardement slovaque

Des différences risquent rapidement d'apparaître, d'une part, au sein du HDZS et, de l'autre, entre ce mouvement et l'opposition à propos du soutien de Meciar à la construction d'immenses barrages sur le Danube et sur d'autres fleuves slovaques pour produire la moitié de l'énergie de la région, et de centrales nucléaires pour produire l'autre moitié.

Comme le Public contre la violence (équivalent slovaque du Forum civique lors de la révolution de 1989), le HDZS rassemble des forces fédéralistes, séparatistes, pro-capitalistes et social-démocrates, et ni sa politique ni les attentes de ses électeurs ne sont cristallisés, au-delà des mots d'ordre de "nouvelle réforme", de une "souveraineté slovaque" floue ou de "confédération".

Ces élections ont révélé le gouffre séparant les partis slovaques des minorités nationales de la région, qui constituent 20 % de sa population. Pratiquement tous les électeurs d'origine hongroise ont soutenu des partis de droite pro-tchèques — réaction compréhensible face au HZDS, qui essaye d'interdire la langue hongroise dans les entreprises du service public. Seul un membre sur cinq de la communauté roumaine de Slovaquie (10 % de la population) a

participé au vote, ce exprime leur marginalisation croissante — 60 % des Roumains sont au chômage contre 12 à 15 % de Slovaques — et du racisme important qui existe à leur égard.

Avec l'échec flagrant des partis pro-capitalistes, et la récente scission des chrétiens-démocrates entre fédéralistes et séparatistes, en Slovaquie, le rôle d'opposition revient au Parti de la gauche démocratique (SDL, ancien parti communiste), deuxième force du nouveau Parlement slovaque, avec environ 20 % des sièges. Son dirigeant, Peter Weiss, a déclaré que le SDL soutenait la plupart des positions du HDZS, mais qu'il insisterait plus sur les mesures sociales progressistes. Les tendances stalinienne et social-démocrates en son sein attireront certainement de nouveaux membres si le HDZS louvoie sur les questions sociales et économiques.

L'Union des communistes de Slovaquie (ZKS), le radical Forum des travailleurs (FR) et l'Alternative de gauche, basée à Bratislava, n'ont totalisé que 1 % des suffrages, mais leurs activités peuvent attirer des militants ouvriers.

Le Parti social-démocrate slovaque (SDSS) du leader de 1968, Alexandre Dubcek, n'a franchi que de justesse la barre des 5 % des voix. Défenseur loyal du gouvernement de Prague jusqu'aux élections, Dubcek souligne maintenant sa volonté de coopération avec le HZDS (qui n'a pas besoin de lui) et le SDL (qu'il traitait avec mépris de "communiste" quand les premiers sondages lui attribuaient 10 % des voix). La rapidité de ce revirement en dit long sur la force de l'attachement du SDSS à des principes, socialistes ou autres.

La droite tchèque

Dans la République tchèque, le ministre des Finances Vaclav Klaus dépend du Parti du peuple (CSL, centre-droit) et des Républicains d'extrême droite pour consolider sa faible majorité de 16 sièges dans un Parlement tchèque qui en compte 200.

La droite tchèque est dominée par le Parti démocratique civique (ODS) de Klaus, qui défend les réformes en cours (2). Bien que Klaus soit fédéraliste, il subit les pressions de l'impatiente Alliance démocratique civique (ODA, 6 % des sièges au Parlement tchèque), qui veut que les Tchèques se séparent de la Slovaquie "communiste" et cherchent la protection allemande pour leur "retour" vers l'Europe occidentale.

Malgré les manipulations et les scandales — une liste de 251 journalistes libéraux et de gauche, présentés comme

1) Le chômage atteint 12 % contre 2,7 % d'après les chiffres officiels ; 15 % et 4 % selon les estimations de l'opposition.

2) Voir *Inprecor* n° 349 du 27 mars 1992.

d'anciens agents de la police secrète stalinienne, a circulé récemment (3)—, l'anti-communisme n'a pas réussi à mobiliser les votants, puisque la majorité des gens ont privilégié l'économie et l'avenir de la fédération.

Trois listes de centre-gauche se présentaient contre la coalition au pouvoir. Le Bloc de gauche, dirigé par le Parti communiste tchèque, est devenu le plus grand regroupement d'opposition, avec environ 16 % des voix. Son assimilation à l'ancien régime empêchera toute coopération avec les sociaux-démocrates (CSSD, 8 % des voix) et l'Union libérale sociale (LSU, alliance des partis vert, socialiste et des fermiers collectifs, 7 % des voix).

Quel avenir pour la fédération ?

Selon Vrata Votava, militant partisan de la IVe Internationale élu au Parlement tchèque sur la liste du Bloc de gauche : « *La vaste privatisation en cours transformera 1993 en une année d'importants licenciements et soumettra l'économie au bon vouloir du capital allemand. Nous proposons de privatiser en faisant don des usines d'Etat à leurs travailleurs, et en octroyant des crédits garantis par le gouvernement aux coopératives et au petit commerce. Le Bloc de gauche s'oppose à la privatisation de la santé et des crèches, et au retour des écoles et des hôpitaux aux mains de l'Eglise.* »

Les Républicains d'extrême droite ont recueilli 6 % des suffrages tchèques et sont entrés au Parlement tchèque pour la première fois. Leur leader charismatique, Sladek, est très populaire à cause de son racisme anti-tzigane, même si des revendications comme la réintégration de la Ruthénie subcarpathique (annexée de force à l'Ukraine à la fin de la Seconde Guerre mondiale) semblent lointaines.

Les opinions divergentes des élites tchèques et slovaques quant aux réformes économiques à mettre en œuvre rendent la fin de la fédération certaine, à plus ou moins long terme. Ces deux classes dirigeantes s'accusent mutuellement de tous les maux, pour attirer le maximum de soutien international. Pour le dirigeant du Parti communiste tchèque, Jiri Svoboda : « *La responsabilité d'une éventuelle partition de la Tchécoslovaquie reviendra aux membres de la droite tchèque. Leurs réformes sont socialement inacceptables pour la Slovaquie, mais ils préféreraient diviser la fédération plutôt que de ralentir la restauration du capitalisme. Ils aimeraient encore mieux préserver le capitalisme dans un demi-pays.* »

Entre temps, les bons résultats du HDZS en Slovaquie bloquent les initiatives de la droite à l'Assemblée tchécoslovaque, car



« Je ne vous dérangerai pas longtemps, M. le Président.
Je n'ai que trois questions : les Tchèques, les Slovaques et les Allemands. »

toute nouvelle législation doit être votée à la fois par une majorité séparée de députés tchèques et de députés slovaques. Tant que la fédération existe, le HDZS dispose, de fait, d'un droit de veto sur les lois proposées par le groupe de Klaus. Le dirigeant du HDZS, Meciar, semble avoir décidé tactiquement de soutenir Klaus, le temps de consolider le pouvoir en Slovaquie. Mais tout appui de sa part à une poursuite des réformes fédérales de marché bénéficiera au Parti national slovaque (SNS) séparatiste et au SDL.

Les confusions de la gauche

Plusieurs candidats soutenus par des syndicats ont été élus sur les listes des sociaux-démocrates et du Bloc de gauche tchèques. Alors que l'Union slovaque des communistes (ZKS) marxiste a recueilli moins de 1 % des voix, des individus tel Vrata Votava ont été élus sur la liste du Bloc de gauche tchèque — Votava avait également l'appui d'une partie du mouvement anarchiste. Cependant, la gauche marxiste présente dans les nouveaux parlements est principalement organisée autour des anciens partis dirigeants tchèque et slovaque.

Selon des enquêtes sociologiques, 12 % des 16 % de voix recueillies par ces partis viennent des électeurs les plus âgés — les deux tiers auraient plus de 45 ans —, nostalgiques du passé, préoccupés par la baisse de leurs pensions et par la hausse des prix, ou inquiets de l'influence allemande croissante sur la vie économique et politique. Le reste des suffrages est le fait d'électeurs qui considèrent que le PC est le meilleur appui pour construire un nouveau parti de gauche.

Les anciens partis de gouvernement sont en compétition avec des partis démocratiques plus petits pour gagner le soutien du mouvement syndical en pleine expansion. L'analyse du traitement de l'autogestion, de la cogestion et des coopératives dans les programmes électoraux du Bloc de gauche

et de l'Union sociale libérale tchèques révèle l'existence d'un important terrain commun, mais aussi les confusions qui subsistent au sein de l'opposition de gauche sur l'alternative économique de la troisième voie.

Les salariés hors jeu

Selon l'Union sociale libérale (LSU) : « *La participation des travailleurs à la gestion des entreprises est d'une importance capitale pour la compétitivité et le développement économique du pays. La démocratie au sein de l'entreprise est le facteur le plus favorable au développement dans l'économie mondiale moderne. (...) Or la "réforme" tchécoslovaque va totalement à l'encontre de cette tendance — la partie du vieux système qui aurait dû être encouragée est, en fait, abolie. Au lieu que les syndicats deviennent réellement actifs en matière de gestion et s'unissent avec les directions pour résoudre les problèmes de l'entreprise, au lieu de proposer d'autres formes de participation des travailleurs, et au lieu de décentraliser le plus possible la prise de décisions, jusqu'au niveau de l'équipe de travail, les salariés ont été pratiquement exclus du jeu en Tchécoslovaquie* » (4).

La LSU et le Bloc de gauche dénoncent la privatisation par coupons, qu'ils comparent à une loterie qui, au mieux, transformera les citoyens en détenteurs de parts minuscules sans aucun pouvoir, et, au pire, leur volera leur part de la propriété d'Etat et leurs économies. A la place, ces partis défendent l'objectif initial de la privatisation par coupons : distribuer une partie des actions aux employés pour les motiver.

La formation de coopératives et l'autogestion sont aussi proposées par ces partis comme une manière d'encourager l'esprit d'entreprise au sein de la population, et comme une méthode de "désétatisation" par

3) Voir *Inprecor* n° 344 du 5 juin 1992.

4) *Ekonomicky program*, LSU, avril 1992.

en bas. « Pourquoi les projets de privatisation devraient-ils être réalisés à huis clos par des fonctionnaires non qualifiés auxquels on ne peut pas faire confiance, et qui, pour la plupart, n'ont jamais vu l'entreprise sur laquelle ils doivent statuer ? Pourquoi la décision n'est-elle pas prise de manière publique, au niveau de l'entreprise, où les enjeux sont mieux connus ? Pourquoi un gouvernement qui rejette toute politique industrielle en tant que retour à avant novembre 1989 agit, en réalité, comme l'appareil du Parti communiste tchèque à la pire époque stalinienne ? » (5).

L'autogestion, pas les coupons !

Pour le stratège du Bloc de gauche, Radim Valencik : « La privatisation est devenue l'objectif final des réformes. A l'origine, les ventes à un propriétaire privé n'étaient qu'un des moyens de la désétatisation. Des "plans de privatisation" pour la création de coopératives, ou pour des achats d'actions par les travailleurs devraient, au moins, mériter une considération équivalente. De plus, favoriser de tels plans permettrait de rendre la propriété à la population, contrairement aux livrets de coupons actuels. »

La LSU et le Bloc de gauche formulent des revendications concrètes pour que les formes participatives d'organisation de la propriété aient un accès égal au crédit et aux avantages fiscaux que le petit commerce. Zdenek Haba, économiste du Bloc de gauche, suggère aussi que les coopératives et les groupements autogestionnaires aient le droit de louer les entreprises où ils travaillent, plutôt que de les racheter, « pour permettre aux travailleurs ordinaires de participer à la privatisation au même titre que les vieux apparatchiks et la nouvelle mafia ». La LSU propose la location de tous les petits commerces, pour permettre aux entrepreneurs de mettre leur petit capital à travailler immédiatement, plutôt que de le voir partir à vau l'eau.

Des représentants de ces deux partis pensent que la participation majoritaire des employés fera obstacle à l'accaparement de la production par le capital étranger, et donnera des garanties sur le déroulement de la restructuration.

Le schéma général de ces deux programmes vise à l'établissement d'entreprises pleinement indépendantes dans le cadre du marché. Le Bloc de gauche pense que le problème principal du modèle yougoslave venait du pouvoir des bureaucraties concurrentes à travers leur contrôle du système de crédit. Le Fonds d'investissement national tchèque et morave, dirigé par des militants communistes, espère fonder une banque

autogestionnaire et un centre pour le développement.

Le plan de cogestion de la LSU est basé sur les cercles de qualité qui existaient avant la Seconde Guerre mondiale dans l'usine de chaussures Bata. Bata avait ainsi obtenu une productivité très élevée, en combinant l'investissement des travailleurs et diverses primes en nature (logement, sports, bourses scolaires, etc.), en supprimant l'activité syndicale et en instaurant une force de police de la compagnie enquêtant sur la vie privée des salariés.

Le Fonds d'investissement national tchèque et morave base son programme sur des coalitions entre patrons et employés. Or, pour l'instant, les directions de nombreuses usines ont utilisé la rhétorique de l'autogestion, ou des fonds de privatisation autogérés, pour obtenir un contrôle efficace, si ce n'est la propriété, des parts des travailleurs, dans le but de développer l'autonomie des gestionnaires par rapport à l'Etat ou aux nouvelles majorités d'actionnaires.

Dans le même temps, on ne sait pas vraiment si ces deux partis mesurent à quel point leur programme est radical. Veulent-ils vraiment permettre la création de nouvelles formes de propriété et changer le système national d'allocation de crédits ? Cela ira sûrement à l'encontre de l'engagement du LSU dans l'économie de marché sociale.

Néanmoins, la discussion autour de toutes ces idées discrédite finalement, pour de nombreux travailleurs, l'argument central de la droite et de Vaclav Klaus — quel que soit le coût des réformes, il n'y a pas d'alternative ! Les mois à venir montreront jusqu'où sont prêts à aller les partis de gauche des deux républiques dans le soutien à la démocratie et aux alternatives socialistes. ★

Prague, 9 juin 1992

5) *ibidem*.

Appel aux organisations antiracistes en Europe

A la suite d'une réunion de travail, au Parlement européen, à Strasbourg, le 15 mai 1992, un "Appel pour la constitution d'un réseau européen contre le racisme et pour l'égalité des droits" a été lancé.

L'importance de l'initiative n'échappe à personne. D'abord par la représentativité de la plupart des mouvements signataires, qui ont été à l'origine de récentes mobilisations de masse. Ensuite, parce qu'il y a une chance réelle de dépasser le traditionnel décalage entre le Nord et le Sud de l'Europe. La présence de END (European Nuclear Disarmament) qui regroupe historiquement les grands mouvements pacifistes du Nord de l'Europe, est de ce point de vue significative.

Enfin, et surtout, il s'agit d'un levier important pour agir, à l'échelle européenne, sur une question centrale de la vie politique avec le mot d'ordre de l'égalité des droits. Nous devons agir ensemble, pour faire du 9 novembre 1992 — anniversaire de la Nuit de cristal — une première action européenne.

« Plusieurs réunions internationales se tiennent ou se sont tenues en cette période autour de thèmes proches : les succès politiques de l'extrême droite, la construction d'une Europe à deux vitesses, aux frontières extérieures de plus en plus infranchissables, l'institutionnalisation européenne de l'exclusion politique pour les citoyens non-communautaires, l'accentuation des exclusions sociales, etc. Autant de sujets qui méritent que nous y réfléchissions ensemble pour échanger nos expériences et, si possible, coordonner nos actions.

» La plupart des pays européens ont aussi connu, ces derniers mois, de larges mouvements de mobilisation contre le racisme, le fascisme et les exclusions sociales, accompagnés parfois de revendications plus précises en faveur de l'égalité des droits. Ces mouvements ont montré par leur diversité, leur créativité et surtout, par le nombre de citoyens de toutes origines qui y ont participé, que l'heure du repli n'a pas encore sonné dans cette Europe en mutation.

» Conscientes de la nécessité de porter à un niveau européen la lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits, les organisations présentes à la discussion du 15 mai 1992 au Parlement européen de Strasbourg ont désigné un groupe de travail mandaté pour : proposer les champs d'action d'un réseau européen à construire contre le racisme et pour l'égalité des droits ; proposer un ou plusieurs modes d'action pour une manifestation européenne à l'automne 1992. » ★

AG SOS-Rassismus (Allemagne) * — Anti-Racist Alliance (GB) * — ARCI (Italie) — Association de soutien aux travailleurs immigrés (Luxembourg) — Die Brücke (RFA) — Diversi ma Insieme (Italie) — END 92 * — Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (France) * — Forum des migrants * — Kölner Appel (Allemagne) — La voix des femmes (Belgique) — Landelijk Initiatief 21 Maart (Pays-Bas) — Migrants Support Unit (GB) — Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (France) * — Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie (Belgique) * — SOS-Racisme (France) * — SOS-Racisme (Luxembourg) — Standing Conference for Racial Equality in Europe (GB) * — WIR e.V Forum für besseres Verstaändnis zwischen Deutschen und Ausländern (Allemagne) — Nederland bekent kleur tegen racisme (Pays-Bas) *.

* Organisations présentes à la réunion du 15 mai.

Du FMI aux F/A-18

Dimanche 17 mai 1992, 38 % des électeurs suisses ont participé à un vote sur plusieurs questions, parmi lesquelles l'adhésion de la Suisse aux institutions de Bretton Woods, autrement dit au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale (BM). Concernant cette question, 56,4 % des électeurs se sont déclarés favorables à l'adhésion de leur pays contre 43,6 %.

Charles-André UDRY



DANS l'immédiat après-guerre, les autorités et les milieux bancaires avaient choisi de rester en dehors de ces deux institutions, avant tout pour "protéger" le secret bancaire face à de possibles indiscretions

internationales et pour conserver l'autonomie de leur politique monétaire. Dès 1982, cependant, le gouvernement proclama publiquement sa volonté de rejoindre le FMI et la Banque mondiale. En effet, à cette date, éclatait la crise de la dette, et le FMI retrouvait une fonction que lui avait fait perdre la suppression des taux de change fixes au début des années 70. Cette fonction n'était autre que de contraindre les pays de la "périphérie" à assurer le service de la dette.

La Suisse était très active dans le cadre du Club de Paris (qui réunit les principaux pays industrialisés) et du Club de Londres (qui réunit les banques privées), pour défendre une politique monétariste très stricte face aux pays du tiers monde. Toutefois, l'adhésion au FMI exigeait, à la différence de l'adhésion à ces deux clubs, que la décision soit soumise au vote populaire, si, dans les trois mois suivant l'adoption du décret et de la loi, 50 000 citoyennes et citoyens en faisaient la demande (c'est le référendum facultatif). Fin 1991, une large coalition se

forma ; elle réunit les 50 000 signatures nécessaires pour ce référendum.

Le gouvernement décida alors de soumettre au vote l'adhésion au FMI et à la Banque mondiale dans des délais très brefs, ce qui laissait environ trois mois au Comité référendaire pour mener sa campagne. Ce choix n'était pas fortuit. En effet, depuis 1989, le gouvernement doit, sous la pression des mutations internationales, réorganiser les relations de la Suisse avec une série d'institutions internationales, et en premier lieu la Communauté européenne.

L'ensemble des responsables des forces politiques, de gauche à droite, placèrent le vote sur le FMI et la Banque mondiale sous le signe de « l'ouverture de la Suisse aux institutions internationales face au chauvinisme nationaliste ». Ils espéraient ainsi éviter tout débat sur le contenu, sur la politique du FMI, sur sa fonction, etc. Le vote prenait de ce fait l'allure d'un test préalable au vote sur l'Espace économique européen (EEE) et sur l'adhésion, pour 1996, à la Communauté européenne (CE).

Le débat sur le FMI

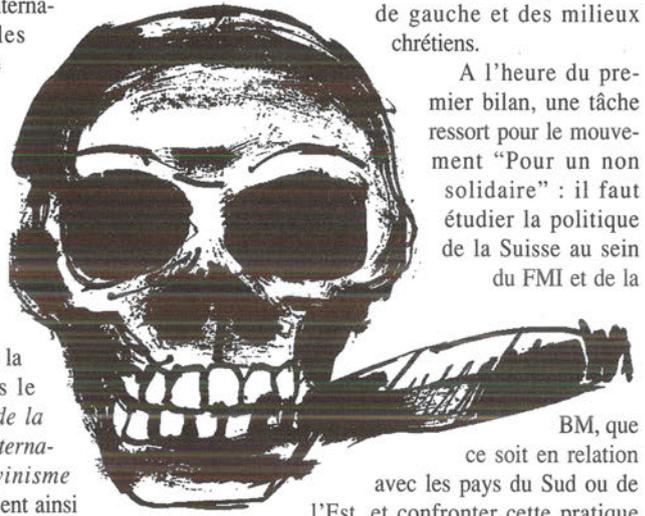
Toutefois, un débat important se développa parmi la population sur le FMI, la BM et leur politique dans le tiers monde. Une différence assez nette apparut entre la Suisse alémanique et la Suisse francophone. Tout d'abord, les médias de Suisse alémanique se firent le vecteur de la discussion, à l'opposé de ceux de la Suisse romande. Ensuite, au sein de la social-démocratie, qui avait décidé, à l'échelle nationale, de soutenir le référendum, les porte-parole suisses alémaniques de l'opposition à la politique du FMI étaient beaucoup plus actifs. En revanche, les partis sociaux-démocrates des cantons de la Suisse française prirent tous position en faveur de l'adhésion au FMI et à la BM, ceci en compagnie de grandes organisations non gouvernementales (ONG). Le discours des partisans de cette adhésion portait sur la

mutation en cours au sein du FMI et surtout de la BM — dans cette prise de position, leur adhésion critique à le CE apparaît déjà.

Le courant opposé à l'adhésion au FMI d'un point de vue nationaliste chauvin se manifesta fort peu, comme durent le reconnaître après la campagne référendaire ceux qui avaient invoqué une alliance « contre nature » pour justifier leur oui critique au FMI.

La coalition "Pour un non solidaire au FMI" distribua un dépliant à 900 000 exemplaires, ce qui signifie que tous les foyers des principales villes furent informés. De nombreux meetings et débats furent organisés, au cours desquels des représentants des mouvements sociaux, féministes et syndicaux du tiers monde prirent la parole. Un réseau se tissa ainsi à l'échelle nationale entre des ONG, des organisations de gauche et des milieux chrétiens.

A l'heure du premier bilan, une tâche ressort pour le mouvement "Pour un non solidaire" : il faut étudier la politique de la Suisse au sein du FMI et de la

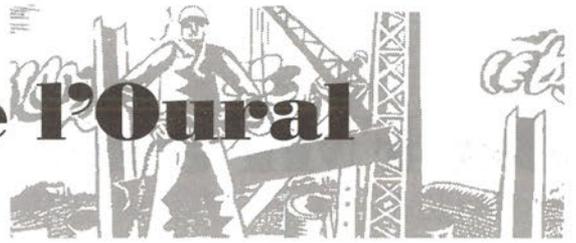


BM, que ce soit en relation avec les pays du Sud ou de l'Est, et confronter cette pratique aux promesses faites par le gouvernement durant la campagne référendaire. Pour le gouvernement suisse, l'insertion dans le FMI ne prendra valeur que s'il obtient un siège au Comité exécutif.

Or, les places sont chères, et plus d'un pays cherche à représenter au Comité exécutif les nouveaux gouvernements et pays gagnants à l'Est. Si le gouvernement suisse obtient un siège à l'exécutif, la mise en place d'un organe indépendant de surveillance, issu de la campagne référendaire, pourrait devenir un vecteur de conscientisation et de réflexion sur la politique impérialiste de la Suisse, et plus généralement du FMI et de la BM.

Les F/A-18 ne décollent pas

Depuis six ans, les autorités suisses étudient de près l'avion de combat qu'elles veulent acheter pour assurer « la couverture aérienne de la Suisse ». Ce laborieux travail avait commencé avant la chute du Mur de Berlin. Après 1989, les efforts du Département militaire fédéral (ministère des Armées) et du Conseil fédéral (le gouvernement) apparurent désuets. En effet, simulta-



Voix de l'Oural

nément à la chute du Mur de Berlin, en novembre 1989, 37 % des Suisses s'étaient prononcés pour une initiative en faveur de l'abolition de l'armée.

Le débat sur l'achat des avions de combat, des F/A-18 américains, prit une nouvelle tournure lorsque la récession frappa la Suisse, en 1991. Le nombre de chômeurs atteint rapidement un niveau jamais connu depuis la Seconde Guerre mondiale. Les dépenses militaires de 3,5 milliards de francs suisses (environ 13,5 milliards de francs français) sont apparues totalement hors de propos, au moment où la crise sociale et les restrictions budgétaires frappaient à la porte.

Le 19 mars 1991, malgré le sentiment populaire hostile à l'achat des F/A-18, le Conseil des Etats (chambre représentant les cantons dans le système bicaméral) se prononça pour l'acquisition de 34 F/A-18. Face à cette provocation, le Groupement pour une Suisse sans armée (GSSA) lança, le 29 avril 1992, une initiative constitutionnelle demandant l'interdiction de l'achat de tout nouvel avion de combat jusqu'en l'an 2000. Cette initiative permit aux citoyens d'intervenir dans un débat sur l'acquisition de matériel militaire, domaine qui était explicitement exclu du droit de référendum — une dépense militaire ne peut pas être soumise au référendum ; par contre, une initiative constitutionnelle qui fait inscrire dans la Constitution l'interdiction de tout achat d'avions de combat est valable au plan du droit constitutionnel.

500 000 contre les avions

En un mois, 50 000 signatures, un record historique, furent réunies contre l'achat des F/A-18. La récolte de signatures fut organisée par les citoyens, ce qui explique la rapidité avec laquelle l'objectif de 500 000 fut atteint (normalement, 100 000 signatures doivent être réunies en 18 mois).

Cette campagne constitue un affrontement entre un mécanisme de démocratie directe (droit d'initiative) et le mécanisme parlementaire de décision d'acquisition de matériel militaire. Cette initiative ouvre donc un débat, non seulement sur le désarmement et l'Europe désarmée, mais aussi les diverses facettes de la démocratie.

C'est sous la surveillance de 500 000 signatures que les parlementaires du Conseil national (la chambre basse, élue selon le nombre d'habitants de chaque canton) doivent discuter, ces jours-ci, de l'acquisition ou non des F/A-18. Un débat à suivre. ★

Lausanne, 12 juin 1992

L'OURAL, à la frontière entre les parties européenne et asiatique de la Communauté des Etats indépendants (CEI), est un des principaux centres industriels de Russie. Dans les années 30, lors des premiers plans quinquennaux, plusieurs projets colossaux furent mis en place dans cette région, dont le combinat métallurgique de Magnitogorsk (à l'époque, le plus grand du monde), qui emploie toujours 65 000 personnes, et l'usine de tracteurs de Tcheliabinsk.

Plusieurs de ces projets utilisaient de la main-d'œuvre forcée — surtout des paysans accusés d'être des koulaks — et de nombreux camps du goulag soviétique étaient concentrés dans cette zone.

La production militaire fut développée durant la Seconde Guerre mondiale, et devint prépondérante quand des entreprises de la partie occidentale de l'Union soviétique furent transférées dans l'Oural, et lorsque la production des usines de la région fut développée pour répondre aux demandes militaires.

A cause de l'importance stratégique de ces industries, l'Oural resta une région fermée sur elle-même jusqu'à la fin des années 80. Aujourd'hui, cette forte concentration d'entreprises appartenant au complexe militaro-industriel connaît des problèmes importants, aggravés par la politique de libéralisation à tout crin et par les réductions drastiques des dépenses publiques pratiquées par le gouvernement Eltsine.

L'infrastructure sociale est très en retard par rapport à celle des grandes villes telles Moscou ou Léninegrad, et les centres industriels de la région — Sverdlovsk (récemment rebaptisé Ekaterinburg), Tcheliabinsk, Perm, Magnitogorsk et Nijni-Tanghil — font partie des zones les plus polluées de la CEI. L'effondrement des ressources allouées aux services sociaux, à la santé, à la protection de l'environnement, à la culture, etc., ont durement frappé l'Oural.

Face à cela, on assiste à quelques réactions : récemment, le soviet régional de Tcheliabinsk a menacé de suspendre ses paiements au budget central car la restriction drastique des allocations gouvernementales conduit à une pénurie aiguë d'argent liquide — de nombreux fonctionnaires régionaux ne touchent plus leur salaire.

Dans l'Oural, comme partout ailleurs en Russie, les cinq mois écoulés depuis le début de la réforme des prix ont conduit à une différenciation importante des salaires et des

niveaux de vie au sein de la classe ouvrière. Dans certaines entreprises, en particulier celles qui sont en position de monopole ou qui travaillent dans des secteurs très rentables, les salaires ont plus ou moins suivi le taux d'inflation, comme c'est, par exemple, le cas dans le combinat métallurgique de Magnitogorsk, où les ouvriers touchent en moyenne 8 à 12 000 roubles par mois — le salaire industriel moyen est de 2 à 3 000 roubles.

Dans le même temps, à l'autre bout de l'échelle, la misère se développe parmi les gens les moins payés, surtout les employés de bureau et les retraités. Mais même le cœur de la classe ouvrière industrielle s'attend à des temps difficiles, à l'approche de la libération des prix du pétrole, qui entraînera une cascade de faillites et de privatisations. La situation est particulièrement critique pour la plupart des grosses entreprises militaires : les programmes de défense ambitieux sont abandonnés alors que les plans de reconversion, tant attendus, ne progressent guère.

Calme avant la tempête ?

Pour l'instant, les travailleurs de la région restent plutôt passifs et aucune protestation d'ampleur n'a éclaté — comme lors de la grève des mineurs de l'été 1989, lorsque les gens soutenaient les revendications des mineurs mais n'avaient pas fait grand chose en terme d'actions de solidarité.

Cependant, ces derniers mois, certains secteurs des services publics ont fait grève pour demander des augmentations salariales ou de meilleures conditions de travail : les enseignants, les travailleurs de la santé et les chauffeurs de bus.

Cette combativité de certains salariés, malgré son aspect purement défensif, pourrait constituer une ouverture pour les groupes marxistes de la région qui voudraient nouer des liens avec l'aile radicale du mouvement ouvrier.

Dans les années 80, plusieurs groupes de ce type — petits cercles d'études socialistes et clubs de travailleurs — sont apparus dans tout l'Oural, et, en 1990, le plus important d'entre eux a fondé Rabotchi (Travailleurs), un « *syndicat social et politique* ». ★

Poul Funder Larsen
Moscou, mai 1992

La misère de Perm

Boris Iklov, membre du groupe Rabotchi à Perm, est un vétéran de l'opposition socialiste et l'un de ses défenseurs et organisateurs les plus actifs. Après des études de physique à Perm et à Moscou, il se vit refuser le droit de finir sa thèse à cause de ses activités politiques. Durant les années de la perestroïka, il appartenait à l'Union indépendante des communistes de Perm, qui forma ensuite la colonne vertébrale du groupe local du syndicat indépendant Rabotchi. Avec 1,2 million d'habitants, Perm est l'un des principaux centres industriels de la région, touché de plein fouet par l'impact de la crise : problèmes sociaux — dont malnutrition et pénurie aiguë de logements — et situation écologique dramatique.

INPRECOR : Comment les gens réagissent-ils au déclin général du niveau de vie, ici à Perm ?

Boris IKLOV : Au départ, tout était très calme. Mais aujourd'hui, la plupart des usines s'apprêtent à partir en grève. Les chauffeurs de bus, par exemple, préparent un débrayage : ils demandent avant tout l'entretien et le remplacement de leurs bus. Les mineurs, eux, essaient de se débarrasser des restrictions imposées par les syndicats officiels. Les actions des enseignants ont eu un faible écho. Les médecins ont débrayé durant une journée, pour protester contre la fermeture de divers hôpitaux (1). Par ailleurs, un quotidien a appelé à la formation d'un mouvement de consommateurs contre le secteur du commerce, pour en finir avec les pénuries artificielles visant à faire augmenter les prix.

On observe des phénomènes identiques à Tcheliabinsk, Magnitogorsk et Sverdlosk. Dans l'ensemble, ces actions ne constituent qu'un premier pas. Pour l'instant, aucune structure politique n'a été fondée.

En ce sens, tout est comme avant, à l'exception du boom du secteur commercial — cela touche même l'administration : le département commercial de la municipalité achète du sucre à 6 ou 7 roubles le kilo et le revend 60 roubles.

◆ *A Moscou, les organisations nées de la dislocation de l'ancien Parti communiste — et surtout, les plus conservatrices — ont organisé des protestations, durant ces derniers mois, alors que les syndicats officiels*

étaient très lents à réagir. Qu'en est-il du mouvement ouvrier à Perm ?

Il existe un groupe relativement important et actif du Parti russe des travailleurs communistes (PRTC) (2). Il y a quelque temps, il nous semblait qu'une collaboration avec ses militants serait possible, mais, en fait, ils n'ont aucune proposition constructive. Ils ont récemment appelé à une manifes-



tation, qui n'a rassemblé qu'une centaine de personnes ; les gens commencent à être fatigués des démagogues.

Il est encore difficile d'identifier de vraies forces politiques au sein du mouvement ouvrier. Les conseils de collectifs de travailleurs (CCT) de différentes usines se sont rencontrés deux ou trois fois. Le conseil régional des syndicats officiels est train de mettre sur pied un service pour l'emploi, mais personne ne lui fait confiance.

Les travailleurs ont besoin d'organisations indépendantes. Je ne pense pas qu'il soit possible de réformer les syndicats officiels en province, ils sont incapables d'agir :

ils ne comprennent pas ce qu'est la politique et ne savent pas formuler des solutions constructives ; ils n'arrivent même pas à fournir un avocat pour conseiller un collectif de travailleurs ou faire réintégrer quelqu'un sur son lieu de travail.

◆ *On parle beaucoup des plans de privatisation à large échelle du gouvernement ; or, l'information éparsée glanée dans la presse montre que, alors que les privatisations officielles ont à peine commencé, les "privatisations de la nomenklatura" sont en pleine expansion — les gens utilisent leurs anciennes positions de pouvoir pour accumuler des biens.*

Où en sont les privatisations des grandes entreprises d'Etat de la région, et qu'en est-il de la "petite privatisation" des logements, des commerces, etc. ?

La compagnie téléphonique, qui est en situation de monopole, s'est transformée en une espèce de société par actions ; mais, en réalité, elle a fait faillite. Personne n'est pressé de privatiser car personne ne sait ce que cela signifie, ni quel est l'acteur social chargé de ce processus.

Pour l'instant, notre industrie peut opérer une transition vers un marché semblable à celui du XIXe siècle, c'est tout. Eltsine veut prouver à l'Ouest que la Russie est capable d'avoir une économie de marché, mais il ne se presse pas pour appliquer cette politique à l'intérieur.

De nombreux partis politiques pensent que les collectifs de travailleurs devraient avoir la possibilité de gérer leurs entreprises, mais cela peut aussi signifier beaucoup de travail sans véritables droits. Si les collectifs de travailleurs reçoivent des droits de propriété purement formels et, qu'en réalité, ils ne gèrent rien de tout, cela n'a aucun impact. Il y a actuellement 82 millions d'ouvriers dans ce pays, ce qui explique l'importance des questions syndicales.

Si les travailleurs obtiennent le droit de distribuer les bénéfices entre eux, les entreprises seront ruinées. Les profits seront immédiatement empochés et dépensés, parce que les gens en ont assez d'avoir faim et d'être misérables. Il faut que de nouvelles

1) Voir Inprecors n° 353 du 22 mai 1992.

2) Le PRTC est la plus importante composante de l'alliance Russie ouvrière. Il comporte une forte aile néostalinienne, mais il réunit aussi des éléments plus modérés, bien que très traditionalistes.

Dans les articles consacrés à la Russie d'Inprecors n° 353, du 22 mai 1992, une traduction malencontreuse nous avait conduit à nommer, à tort, cette formation Parti des travailleurs communistes russes.

forces apparaissent, mais pour l'instant, il n'y a même pas de comités d'ouvriers dans les usines.

En ce qui concerne la privatisation des logements, les représentants du soviet régional et de l'administration intimident les locataires, en leur disant que leurs appartements vont être privatisés ; mais, en fait, la privatisation de tous les logements est matériellement impossible à réaliser. Dans le commerce, c'est la mafia qui réalise la privatisation.

Ici, le panneau "socialisme" est remplacé par "capitalisme" ; mais ce dernier n'est que le synonyme de vol et de pillage, ce qui ne constitue pas les fondations d'un marché.

◆ *Pour l'instant, le chômage en Russie n'est pas très élevé, mais les entreprises diminuent leur production, et préparent des licenciements ; de nombreuses grandes firmes ne fonctionnent que grâce aux crédits. Que se passera-t-il quand le chômage se développera ?*

On a annoncé des centaines de milliers de licenciements d'ici la fin 1992. Ici, à l'usine Lénine, 3 000 des 37 000 salariés risquent d'être mis à la rue. Bien sûr, ces licenciements ne résoudront pas les problèmes du personnel encore en poste. Les chômeurs entreront en concurrence avec ceux qui auront conservé leur emploi ; les patrons pourront alors diminuer les salaires en utilisant cette menace.

◆ *Le fait que Perm soit l'une des dix villes les plus polluées de la CEI a-t-il conduit à l'apparition d'un mouvement écologiste ?*

L'écologie était l'une des préoccupations principales de notre Union des communistes, et reste très importante pour Rabotchi. Nous dirigeons un comité écologiste, qui se bat activement sur différents terrains : nous réclamons que les 70 millions de roubles alloués au filtrage dans une usine Maïsky soient rapidement utilisés à cette fin ; grâce à nos pressions, le soviet régional a interdit la construction d'une centrale nucléaire.

◆ *Rabotchi se développe-t-il ? Quel rôle pensez-vous qu'il puisse jouer ? Vous-même avez participé à certaines réunions préparatoires de l'initiative pour un Parti du travail (PT). Comment envisagez-vous la construction d'un tel parti aujourd'hui ?*

Les groupes les plus solides de Rabotchi sont ceux de Sverdlosk et de Tcheliabinsk, bien qu'ils aient connu des scissions après la disparition du Front populaire de l'Oural.

A Perm, des gens essayent d'organiser le Parti du travail à partir des syndicats régionaux, mais je ne crois pas qu'ils y parviendront.

Je ne veux pas soutenir la formation du PT d'en haut ; je fais de la propagande pour cette idée, mais les gens en ont assez des partis. Je pense que des structures doivent apparaître dans les provinces, et qu'ensuite nous négocierons avec Moscou. Nous avons besoin d'information permanente du centre, que, j'espère, le PT pourra nous fournir. Mais je pense que nous devons commencer à travailler au niveau régional. Les travailleurs n'entreront pas dans une organisation qui leur semble étrangère.

Nous devons aider les travailleurs à s'organiser et à apprendre à faire de la politique. Cependant, ni Sotsprof (3) ni le Parti

du travail n'ont formulé des positions constructives pour l'instant ; ils n'ont fait qu'adopter des slogans copiés sur les modèles occidentaux. Je pense que nous avons aussi des tâches internationalistes et que nous ne devons pas rester qu'au niveau russe. Mais, pour l'instant, nous n'avons pas encore de contacts avec le mouvement ouvrier international. ★

Perm, avril 1992

Propos recueillis par Poul Funder Larsen

3) Sotsprof (anciens Syndicats socialistes, rebaptisés Syndicats sociaux) est une fédération de syndicats indépendants créée en 1989. Au départ, quelques forces politiques de gauche y participaient, mais ensuite le projet s'est adapté au libéralisme, tissant une alliance avec le business privé. Aujourd'hui, il sert surtout de courroie de transmission des décisions d'Elsine.

La seconde bataille de Tankograd

Lors de la Seconde Guerre mondiale, la ville industrielle de Tcheliabinsk, au sud de l'Oural, fut baptisée Tankograd — son importante usine de tracteurs avait été adaptée à la production de tanks. Aujourd'hui, la ville et ses 1,5 million d'habitants sont confrontés à une situation difficile, car des secteurs importants de son économie risquent de disparaître. Vladimir Resnits, militant de Rabotchi à Tcheliabinsk, évoque la situation actuelle et la possibilité de construire une opposition parmi les travailleurs (1).

INPRECOR : Comment êtes-vous devenu militant de Rabotchi ?

Vladimir RESNITS : J'ai été tourneur pendant plus de 20 ans. Puis, il y a deux ans, j'ai arrêté de travailler et j'ai décidé de devenir militant à plein temps, de façon bénévole. J'avais quelques économies, mais quand elles sont arrivées à leur fin, j'ai commencé à distribuer des journaux pour gagner un peu d'argent. J'appartiens à la direction de Rabotchi, qui n'est pas une grosse organisation.

◆ *Tcheliabinsk est spécialisé dans la*

production militaire ; que se passe-t-il aujourd'hui dans ce secteur ?

Dans la région, environ 94 % des entreprises sont liées à la production militaire d'une manière ou d'une autre — certaines, par exemple, fabriquent des cuillères pour l'armée. Maintenant, comme cette production est réduite et, à certains endroits, complètement liquidée, beaucoup d'ouvriers, y compris qualifiés, se retrouvent à la rue. Or, aucun signe ne laisse présager la création de nouveaux emplois car la reconversion des entreprises n'est guère prometteuse.

En 1988, quand je travaillais à l'usine de tracteurs, elle employait 68 000 personnes ; aujourd'hui, il n'en reste que 47 000. Récemment, lors d'une conférence, le directeur général a annoncé la suppression de 20 000 autres emplois d'ici la fin 1992.

◆ *Qu'en est-il de la privatisation ?*

Lors du Congrès des députés du peuple, Eltsine a dit qu'avant la fin 1992, tout le monde toucherait un pécule ou des bons pour la privatisation de 7 000 roubles environ. Les gens ont dépensé toutes leurs maigres économies (souvent 10 ou 15 000 roubles), parce que les prix ont décuplé, voire même centuplé. Ainsi, les salariés ordinaires ne peuvent pratiquement plus rien acheter, et la privatisation ne s'adressera

1) Voir Inprecor n° 348 et 349 des 13 et 27 mars 1992.

qu'à ceux qui ont réussi à amasser un magot (la mafia du Parti) ou qui ont fait fortune récemment.

◆ *L'arrivée au pouvoir d'Eltsine a-t-elle eu des répercussions au niveau régional dans les échelons élevés de la bureaucratie ?*

Le dirigeant de l'administration de la région de Tcheliabinsk est toujours Soloviev, l'ancien secrétaire du comité de ville du PCUS ; le chef du comité exécutif de la région est Souline, qui appartenait déjà à cette structure. Il reste toujours de nombreux anciens communistes, qui ont jeté leur carte d'adhérent — ils n'ont même pas changé de peau comme les serpents, il sont restés les mêmes.

◆ *Durant la "phase démocratique" de la perestroïka, il existait un Front populaire assez actif à Tcheliabinsk. Qu'est-il devenu ?*

A l'époque, ce front contrôlait toutes les organisations créées ici, à de rares exceptions près. Je pense que cela avait été organisé à la suite d'une décision d'en haut, parce que la majorité des militants du Front et sa direction appartenaient au Parti communiste. Plusieurs associations furent fondées à partir du Front populaire, ainsi que les branches locales de différents partis : les sociaux-démocrates, le Parti démocrate, etc. Finalement, le Front populaire a explosé en plusieurs partis, et ses fondateurs se sont mis à diriger différentes structures. A sa place, il existe maintenant 10 ou 20 partis.

◆ *Comment jugez-vous la situation politique dans les entreprises ? Des forces politiques sérieuses y interviennent-elles ?*

Pour l'instant, sur les lieux de travail, il y a surtout une indignation silencieuse. A certains endroits, il y a eu de petites grèves, dans des ateliers ou des départements, mais jamais au niveau de toute une usine. Aujourd'hui, les communistes ont repris de l'assurance, ils ont déjà plusieurs partis. Quand ils convoquent des manifestations, de plus en plus de gens y participent, ce qui est significatif. Mais, ils sont plus populaires parmi les ingénieurs, les employés de bureaux, les contremaîtres et les retraités que parmi les ouvriers.

◆ *Quelle est la ligne des anciens syndicats officiels dans la région ? Peuvent-ils être réformés ?*

Il sera peut-être possible de réformer ces structures au niveau de la base, dans certains

ateliers ou même dans des entreprises entières. Mais les directions ne changeront pas. Depuis la réforme des prix, les directions syndicales ont manœuvré au sommet, se sont agitées, mais, en pratique, elles ont été incapables de protéger leurs membres.

Par ailleurs, les syndicats qui se disent "libres" et qui ont essayé de s'implanter sont faibles. Ainsi, les dirigeants de Sotsprof ne font quasiment rien pour les travailleurs. D'après moi, ces syndicats, nés à l'extérieur des structures officielles, ont pratiquement cessé d'exister durant les deux dernières années parce qu'ils étaient impuissants. Quant à ceux qui sont tombés sous l'influence du gouvernement, ils ne font qu'entériner les décrets officiels.

◆ *Comment a été fondé Rabotchi à Tcheliabinsk ?*

En 1989, le Front populaire local a organisé un groupe d'ouvriers, qui était, en fait, un club de discussion. J'y ai participé depuis le début, quand il regroupait environ 80 personnes et avait quelques activités. Mais, quand les gens se sont aperçus que ces discussions ne menaient nulle part, ils ont commencé à partir. Nous nous sommes finalement séparés du Front populaire, puis une partie d'entre nous a formé un syndicat des travailleurs sur une base démocratique, alors que je regroupais autour de moi des gens sensibles aux idées socialistes.

Durant l'été 1989, le Front uni des travailleurs (FUT) a été créé ici, en tant qu'initiative venant d'en bas. Nous sommes allés à son congrès russe à Sverdlosk, mais 80 % des participants étaient des permanents syndicaux, et les vrais ouvriers étaient rares. Nous avons finalement décidé de ne pas y adhérer.

A cette époque, nous avons rencontré le Club des travailleurs de Sverdlosk et nous avons commencé à discuter avec eux. A la suite de la grève des mineurs, en décembre 1989, nous avons participé à une réunion du comité d'organisation de la Confédération du travail, puis à son congrès, au printemps 1990. Là, nous avons été témoins des mêmes manœuvres antidémocratiques des appareils ; nous ne sommes pas restés longtemps dans la Confédération, bien que nous appartenions à son conseil de représentants.

Nous avons consulté les gens d'autres villes de l'Oural et avons décidé de créer notre syndicat durant l'hiver 1990. Dès le début, des groupes de Sverdlosk, Tcheliabinsk, Perm et Magnitogorsk y ont participé. A cette époque, nous étions environ 200 militants. Ensuite, durant l'été 1991, certains groupes de la région de la Volga nous ont rejoints.

Malheureusement, nous avons perdu beaucoup de forces depuis. Ainsi, aujourd'hui

d'hui à Tcheliabinsk, il y a peu d'ouvriers actifs, environ une vingtaine, ce qui est très peu pour une ville de 1,5 million d'habitants.

Les gens n'ont pas encore appris à se battre pour eux-mêmes ; le mouvement ouvrier reste balbutiant. Quand je travaillais à l'usine de tracteurs, par exemple, en 1988, les ouvriers étaient encore prêts à se mobiliser si leur atelier ou leur brigade étaient menacés, mais maintenant, ce n'est presque plus le cas.

◆ *Que pensez-vous des différents projets de fondation d'un parti des travailleurs ou d'un parti du travail (2) ?*

En ce qui concerne le Parti du travail, Kagarlitsky [un des fondateurs du Parti du travail, ndlr] a défini une orientation pour les ouvriers hautement qualifiés — or cela ne représente guère plus d'un ouvrier sur 15 ou sur 20. Bien sûr, il existe des travailleurs très formés, pleins d'initiatives, etc. Mais ils représentent une minorité. Ainsi, cette formation peut exister comme parti de l'aristocratie ouvrière, au sens occidental du terme, mais pas comme le parti de couches importantes de la classe ouvrière. D'ici 20 ou 30 ans, après un changement de génération, un tel parti pourrait fonctionner, si nous réussissons à éviter toute domination de l'Ouest et si nous ne sommes pas transformés en un fournisseur exclusif de matières premières aux pays riches. Je crois qu'il faudra au moins 20 ans pour que notre industrie soit transformée à large échelle, et donc pour créer une base importante pour ce type de parti.

◆ *Si vous pensez qu'il est prématuré de fonder ce type de parti, quelle sorte d'organisation peut-on envisager actuellement ?*

Aujourd'hui, il serait plus intéressant de fonder des syndicats actifs, indépendants des structures officielles. C'est évidemment très difficile, mais si nous réussissons à créer de telles structures, qui défendraient concrètement les gens et leurs droits sociaux, cela rassemblerait beaucoup de gens, pas autour d'une tendance idéologique spécifique, mais autour de revendications de base. A partir de ces syndicats, il serait alors possible de fonder de vraies organisations politiques. Les travailleurs auraient la possibilité de contrôler leurs représentants politiques depuis en bas. ★

Tcheliabinsk, avril 1992

Propos recueillis par Poul Funder Larsen

2) Voir *Inprecor* n° 353 du 22 mai 1992.



CERTAINS historiens ont voulu justifier la Conquête en soulignant sa mission civilisatrice ; d'autres ont dénoncé le coût humain énorme de l'imposition forcée des valeurs sociales et spirituelles européennes à la population indigène ; mais, jusqu'à présent, l'interaction dialectique entre les valeurs étrangères imposées et les réalités de la société coloniale a été peu analysée. Les statuts sociaux importés de la métropole — l'Espagne — ont été reformulés dans les colonies pour légitimer le nouvel ordre hiérarchique. L'un des plus importants était la "pureté du sang", qui de principe religieux en Espagne a été transformée en principe racial en Amérique.

La Conquête en elle-même — la domination et l'exploitation de la population locale — a créé une société profondément inégale. Mais cette inégalité n'avait pas besoin d'être codifiée sur la base de différences raciales. En Espagne, le statut était déterminé par plusieurs facteurs : l'hérédité, la noblesse, l'appartenance religieuse, le sexe, et même — dans des sphères restreintes — le mérite (habileté, bravoure, etc.). Mais, dans les colonies, les différences culturelles et physiques des indigènes, puis des Afro-Américains, acquièrent une profonde signification politique et sociale, qui marque encore la société latino-américaine d'aujourd'hui.

Le racisme moderne, l'attribution d'inégalités socio-économiques à des déficiences raciales et donc héréditaires, est souvent interprété comme une conséquence perverse de l'expansion impérialiste de la puissance européenne ; il est aussi habituel de faire remonter cette doctrine au XIXe siècle. Ces deux idées sont fausses ; ces erreurs sont dues, en partie, à l'insuffisante attention portée aux constructions idéologiques racistes de l'Europe, et particulièrement de l'Espagne, qui servirent à justifier la Conquête et la colonisation de l'Amérique.

L'origine et l'histoire du terme "race" est un sujet de controverses. Les mots espagnol *raza*, portugais *raça* et français *race* apparaissent dès le XIIIe siècle, mais ils furent plus fréquemment utilisés que 300 ans plus tard. Selon certains auteurs, le français *race* signifiait, à l'origine, appartenance à une famille ou à une maison de noble origine.

Le terme *race* représentait à la fois la succession des générations et tous les membres d'une même génération, et impliquait "noblesse" et "qualité".

En Espagne, cependant, selon l'étymologiste Corominas, ce sens de *raza* se mélangea, au milieu du XVe siècle, avec le vieux castillan *raça*, signifiant "faiblesse", "défaut de fabrication" ou simplement "défaut, faute".

A partir du XVIe siècle, ce terme apparaît communément en castillan avec un sens péjoratif. Corominas en conclut : « Une fois, le terme étranger *raza* entré dans le castillan, au sens biologique du terme ou comme catégorie naturelle, il prit rapidement un sens péjoratif, surtout à partir de son application aux Maures et aux Juifs » (1).

De Reconquête en Conquête

La Conquête de l'Amérique suivit de peu la Reconquête chrétienne de l'Espagne à l'encontre de la domination maure. Durant les premières années de la Reconquête, les juifs et les musulmans pouvaient changer de "statut" par la conversion religieuse ; le baptême les plaçait sur un pied d'égalité avec les chrétiens en matière sociale et légale. Mais cette discrimination culturelle et religieuse se transforma en racisme vers le milieu du XVe siècle, avec l'aggravation des persécutions dont furent victimes les convertis et l'exclusion des morisques (musulmans convertis). On assista dès lors à l'apparition d'une « doctrine raciste du péché originel des plus répugnantes qui soient » (2). Les juifs et les morisques convertis, ainsi que leurs aïeux et leurs descendants, devinrent l'objet d'une discrimination basée sur la doctrine de la "pureté du sang", qui interdisait tout mélange racial avec des Maures, des juifs, des hérétiques ou des "pénitents" (condamnés par l'Inquisition). La foi religieuse non chrétienne fut, à partir de là, considérée comme une souillure transmise par le "sang", et donc ineffaçable.

Au milieu du XVe siècle, le Conseil de Tolède adopta le premier statut sur la pureté du sang. Plusieurs ordres religieux et militaires, des universités, certains conseils de ville et des cathédrales l'adoptèrent — bien qu'il n'ait jamais fait partie des lois de l'Espagne. L'Inquisition espagnole fut fondée en 1480, alors que la Reconquête était pratiquement achevée. Quatre ans plus tard, l'Inquisition décréta que ceux qui avaient été condamnés pour « crimes contre la chrétienté » n'auraient pas le droit d'occuper des postes publics. En 1492, le dernier bastion maure, Grenade, tomba aux mains des monarques catholiques ; les juifs et les musulmans qui refusaient de se convertir au christianisme furent alors expulsés d'Espagne.

L'Inquisition était l'unique cour exerçant une juridiction immédiate sur la pureté du sang. La cour de justice de l'Inquisition, le Saint-Office, contribua à la propagation des théories de l'exclusion au sein de la population, popularisant l'idée que tous les convertis étaient suspects. L'endogamie et la naissance légitime devinrent désormais d'importantes garanties de la pureté du

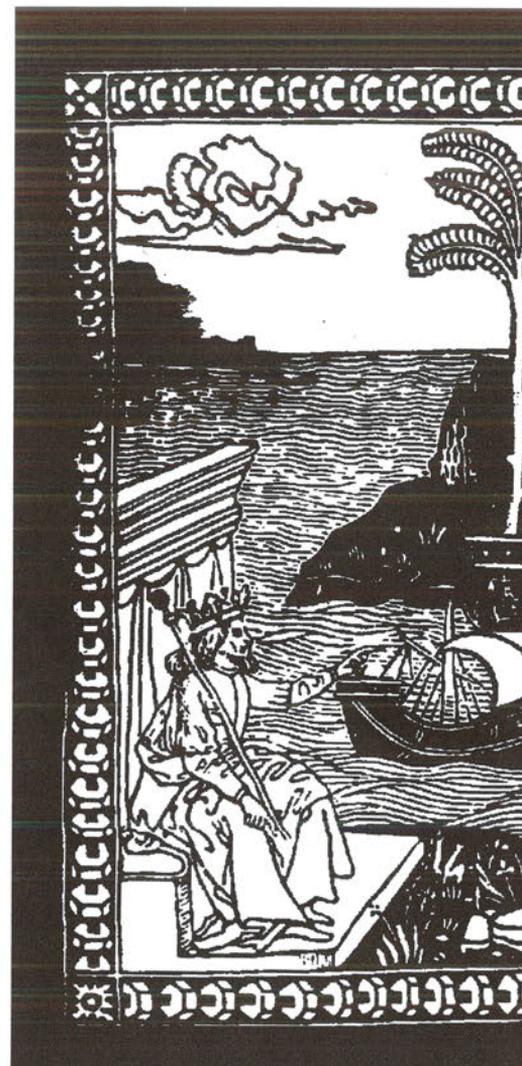
Les femmes "pureté"

Jusqu'à une période récente, les historiens ont considéré la colonisation de l'Amérique comme une affaire masculine. Les expériences des femmes indiennes et afro-américaines ont été une critique profonde contre l'intégrité personnelle et culturelle. Cette attaque a façonné la société.

Verena

sang — l'Inquisition passait en revue les arbres généalogiques pour traquer les fausses déclarations.

Cependant, les décrets excluant des

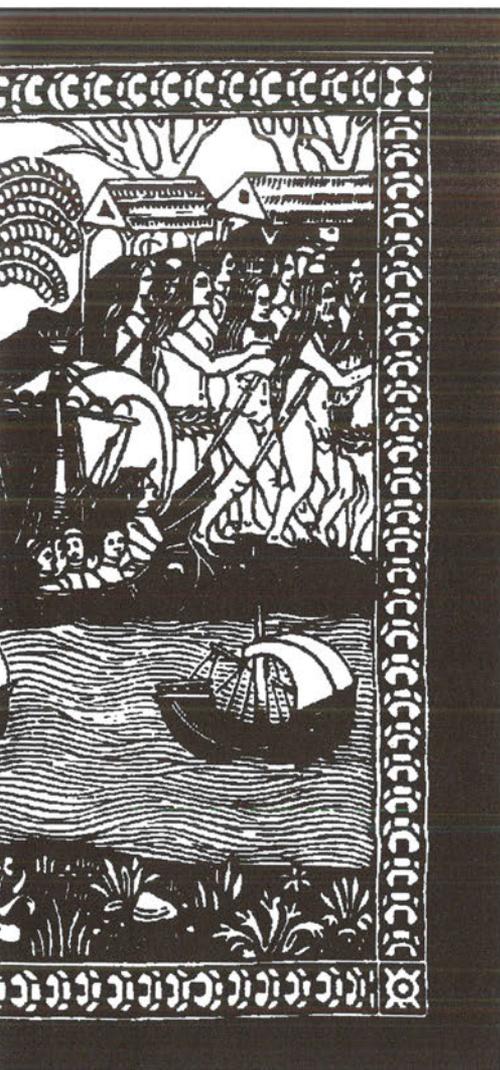


mes et la du sang”

présentaient généralement la Conquête et la
ire d'hommes, ignorant complètement les
ricaines, sans chercher à refléter la blessure
elle des femmes, ni à expliquer comment cette
été coloniale naissante.

OLCKE *

postes importants les prétendus “impurs”
provoquèrent des protestations en Espagne.
A la grande consternation de la noblesse, qui
durant les siècles précédents s'était joyeuse-



ment mêlée aux Maures et aux juifs, les
seuls chrétiens purs, selon la nouvelle doc-
trine, se révélèrent être les gens du commun.
Face à ce paradoxe, les doutes quant à la
validité de cette doctrine s'intensifièrent au
XVIIe siècle ; l'opposition de juristes et de
théologiens à une application purement
raciale augmenta, et le concept de pureté fut
graduellement étendu à d'autres “souillu-
res”, cette fois de classe, comme les métiers
serviles. Ainsi la doctrine raciale fut ajustée
pour mieux défendre la hiérarchie socio-éco-
nomique.

L'idée que, même devant Dieu, certains
sont plus égaux que d'autres, à partir de cri-
tères raciaux, était à l'origine un produit
espagnol de consommation intérieure. Mais
la doctrine de la “pureté du sang” reprit de la
vigueur dans les colonies au début du
XVIIIe siècle, au moment même où elle per-
dait de sa force dans la métropole. Avec ses
implications sur le mariage et la légitimité
des enfants, elle acquit une nouvelle portée,
entraînant des conséquences particulière-
ment douloureuses pour les femmes.

Depuis le départ, l'accès au Nouveau
Monde était interdit aux « Maures, juifs et
leurs enfants, aux enfants de Gitans, ou
d'hérétiques absous, et aux enfants ou
petits-enfants de quiconque a été brûlé ou
condamné pour hérésie » (3). L'exigence de
pureté du sang fut étendue progressivement.

Au XVIe siècle, il n'existait aucune dis-
tinction entre métis et Espagnols de souche
en matière de droits de propriété et de lois.
Peu à peu, cependant, les métis n'eurent plus
accès aux offices publics et aux ordres reli-
gieux. Ainsi, en 1679, la charte d'un sémi-
naire de Mexico interdisait l'admission des
enfants qui ne seraient pas « purs et de sang
pur, sans [traces de] race de Maures, de
juifs ou de pénitents du Saint-Office, ni de
convertis récents à la foi, ni métis, ni
mulâtres » (4).

Viols et métissage

La première conséquence de la Conquête
fut la diminution dramatique de la popula-
tion indigène, qui donna lieu à un long débat
au sein de l'Eglise et de la bureaucratie colo-
niale sur le statut des survivants — certains
théologiens essayèrent d'établir un lien entre
les Amérindiens et les tribus d'Israël. La
couronne espagnole finit par donner aux
Indiens le statut de pureté du sang, sauf s'ils
refusaient l'évangélisation. En 1734 encore,
la couronne insistait sur le fait que « les
chefs et leurs descendants méritent toutes les
prééminences et les honneurs (tant ecclé-
siastiques que séculiers) dont bénéficient les
nobles hidalgos de Castille, et les Indiens les
plus humbles ou leurs descendants, de sang
pur, sans mélange, jouissent de toutes les
prérogatives, dignités et honneurs dont

bénéficient dans ces royaumes ceux qui ont
un sang pur, soit le statut dit commun ; par
décision royale, ils peuvent accéder à
n'importe quel poste honorifique » (5). A
l'époque, la population indigène bénéficiait
donc encore de privilèges formels — que,
dans la plupart des cas, elle perdit avec
l'Indépendance ; mais, en pratique, elle
subissait déjà des discriminations, au même
titre que les autres groupes non blancs.

Aux XVIe et XVIIe siècles, l'émigration
européenne et l'arrivage forcé d'Africains
augmentèrent, ainsi que le mélange des
races. Le rang social se fonda de plus en
plus sur un critère racial plutôt que religieux,
même si la distinction se compliquait sans
cesse. Il y avait des Noirs libres et esclaves,
des mulâtres, des *zambos* et des *zambaigos*
(enfants de Noirs et d'Indiens), des Indiens
“purs” et des métis, et plusieurs autres caté-
gories, selon le niveau des mélanges. Les
Blancs, pendant ce temps, étaient divisés
entre métropolitains (nés en Espagne) et
créoles (nés aux colonies), et entre riches et
pauvres. Les mulâtres, les métis et les autres
catégories mêlées étaient tout spécialement
objet de disgrâce. Ils inspiraient une grande
méfiance parce qu'ils rendaient les barrières
de race incertaines, menaçant la hiérarchie
raciale qui était en train d'apparaître.

Vers la fin du XVIIe siècle, les édits
royaux cherchant à résoudre les questions de
la pureté du sang augmentèrent, accordant
des dispenses pour l'entrée dans les ordres
ou l'occupation de postes, et confirmant les
distinctions raciales. A cette époque, pour
des raisons encore obscures, la population
indigène recommença à croître. La popula-
tion métisse et mulâtre augmentait à cause
des abus sexuels incessants des hommes
blancs sur les femmes indiennes ou noires.
Le nombre des créoles et des métropolitains
augmenta aussi.

Les abus sexuels des conquérants espa-
gnols vis-à-vis des femmes indiennes, et
ensuite noires, ont souvent été attribués au
faible nombre de femmes espagnoles qui se
trouvaient dans les colonies — or, à la moi-
tié du XVIe siècle, elles n'étaient pas si
rares. Les viols et la cohabitation forcée
étaient réellement des démonstrations de
l'arrogance des conquérants, qui voyaient
dans les femmes indiennes et noires des
proies faciles pour leur satisfaction sexuelle.

Le comportement de Hernan Cortes dans

* Anthropologue sociale, enseignante à l'université autonome
de Barcelone.

1) Joan Corominas, *Diccionario crítico etimológico castellano e
hispanico*, Editorial Gredos, Madrid, 1982.

2) Henry Kamen, *La Inquisición española*, Editorial Argos
Vegara, Barcelone, 1981.

3) José Luis Martínez, *Pasajeros de Indias*, Alianza Editorial,
Madrid, 1983.

4) Richard Konezky, *Colección de documentos para la historia
de la formación social de Hispanoamérica, 1493-1810*, Instituto
Jaime Balmes, CSIC, Madrid, 1958-1962.

5) *Ibidem*.



ce domaine fut un modèle de duplicité. Il prit comme maîtresse son interprète, une jeune femme indienne qu'il appelait Doña Marina, baptisée populairement la "Malinche" ou la "Chingada" (6). Cortes, marié à une femme espagnole, reconnut l'enfant qu'il avait eu avec la Malinche, mais obligea celle-ci à se marier avec l'un de ses soldats. Alors qu'il voyageait avec sa maîtresse indienne, Cortes déclara : « J'ordonne aux habitants de ces régions qui désirent y résider et y rester, et à tous ceux qui y disposent d'Indiens, de faire venir leurs femmes d'ici un an et demi, s'ils étaient mariés en Castille ou ailleurs, (...) sous peine de perdre leurs Indiens et tout ce qu'ils ont gagné grâce à eux » (7).

Critères de race et de classe

Depuis le début de la colonisation, la couronne publia une série de décrets et de lois demandant à tous les colons mariés en Espagne d'amener leurs épouses en Amérique le plus vite possible. Ces lois demeurèrent en vigueur jusqu'au XVIII^e siècle. Leur but n'était pas seulement de peupler les colonies, mais aussi de sauvegarder leur stabilité en les "blanchissant". Cette politique s'appliqua avec difficulté, mais, dès la moitié du XVI^e siècle, les premiers couvents furent fondés pour accueillir les filles légitimes ou illégitimes des Espagnols qui n'avaient pas trouvé d'époux espagnols — ce qui prouve qu'elles étaient nombreuses.

Au début du XVIII^e siècle, la société coloniale était devenue une mosaïque complexe et multicolore d'inégalités humaines, résultat d'un mélange entre les critères de

race et de classe. La "pureté du sang" reprit le dessus et perdit toute connotation religieuse, devenant une notion clairement raciale.

La société coloniale n'était cependant pas un monde fermé et imperméable ; au contraire, ses propres contradictions menaçaient sa cohésion en différents domaines. Les métis, nés de l'exploitation sexuelle en dehors du mariage de femmes considérées comme de race inférieure par les hommes blancs, mettaient à mal la hiérarchie.

Les contacts entre les différentes catégories raciales se développèrent, et la fluidité même de l'ordre colonial hiérarchique renforça encore plus l'obsession de la pureté du sang parmi les élites, blanches par définition. Pour les élites et pour ceux qui cherchaient à s'en rapprocher, la naissance légitime au sein d'un couple marié acquit donc une nouvelle importance, comme seule preuve de la pureté du sang. En revanche, la naissance illégitime devint un signe d'infamie et de souillure, provenant du mélange de races.

La seule garantie de pureté raciale, et désormais de prestige social, était le mariage entre personnes d'une même race. Mais l'Eglise, qui, jusqu'au XVIII^e siècle, avait la prérogative exclusive de célébrer les mariages, rejetait toute interférence paternelle pour des raisons d'inégalité sociale ou raciale. La liberté du mariage était basée sur le consentement des deux parties. Le souci le plus important de l'Eglise concevait la vertu sexuelle de la femme — sa virginité avant le mariage et sa chasteté ensuite ; cela prévalait sur tout autre caprice social paternel. Les liens du sang entre les fiancés constituaient le seul empêchement canonique majeur.

Cependant, dès le XVI^e siècle, des parents cherchèrent à prévenir des mariages pour des raisons d'inégalité sociale. Dans ces conflits, la vertu sexuelle défendue par l'Eglise passa avant l'intérêt des parents désireux de protéger la pureté familiale.

Le droit canon privilégiant l'honneur sexuel sur le prestige social n'était égalitaire qu'en apparence. L'Eglise ne réussit jamais à supprimer l'exploitation sexuelle en

dehors du mariage des femmes de statut racial inférieur.

De plus, en mettant l'accent sur la vertu sexuelle, l'Eglise encourageait la discrimination entre différentes catégories de femmes : celles qui avaient été violées par des hommes blancs (appartenant en général aux statuts sociaux inférieurs) et pénalisées car en état de péché mortel ; et les femmes vertueuses (issues des familles blanches) sujettes à un sévère contrôle familial de leur sexualité.

Les autorités ecclésiastiques des colonies n'appliquèrent pas à la lettre ces préceptes prétendument égalitaires. Les membres du clergé eux-mêmes étaient connus pour leurs abus sexuels. Il y eut de nombreux cas de clercs qui obligeaient des Indiennes à coucher avec eux sous prétexte de sauver leur âme. Cela devint d'ailleurs l'un des crimes codifiés par l'Inquisition. Quoi qu'il en soit, le fait que la politique de l'Eglise ait menacé les intérêts temporels des élites est révélé par les nombreux conflits pré-nuptiaux qui furent jugés par les tribunaux ecclésiastiques.

Les mariages mixtes et l'ordre établi

Mais, dans le cours du XVIII^e siècle, l'Eglise eut de plus en plus de mal à défendre sa doctrine contre l'ingérence pré-nuptiale des familles, et ce à cause de l'obsession de pureté raciale croissante. Ironiquement, c'est précisément à cette période que l'obsession concernant la pureté du sang diminuait en métropole, parce que, entre autres, la nouvelle doctrine de la liberté individuelle et de l'égalité gagnait des adeptes dans toute l'Europe, et avait un certain impact en Espagne. Dans ce climat sociologique, clairement en mutation, les mariages considérés comme inégaux auraient dû se multiplier.

Or, en 1775, la couronne demanda l'opinion du conseil des ministres sur des mesures visant à éviter les mariages inégaux, étant donnés « les effets dramatiques et les maux très graves causés par les mariages contractés entre des personnes de conditions très inégales », prétendant que « la faveur excessive accordée par les ministres du Culte à la liberté mal comprise de mariage sans distinctions et parfois contre la juste résistance des parents et de la famille (...) a été la principale source des effets très dommageables soufferts en

6) Le terme *chingada* (signifiant, selon les situations, nul, raté, foutu, etc.), omniprésent dans l'argot mexicain, reflète l'importante ambivalence qui entoure l'image de la Malinche. Elle est représentée comme la victime d'un viol, tout en étant caractérisée comme l'instrument utile et consentant de Cortes au service de la conquête. Aujourd'hui, au Mexique, le terme *malinchismo* est utilisé pour qualifier un traître.

7) Cité par R. Konezke.

Espagne à cause des mariages inégaux » (8).

En 1776, le roi Charles III promulguait la Sanction pragmatique qui interdisait les mariages inégaux. L'Etat pris donc en charge la juridiction matrimoniale. La libre volonté des deux parties fut supprimée, le mariage ne pouvant plus avoir lieu qu'avec le consentement parental, sous peine de perte d'héritage — certains auteurs ont interprété cette sanction comme une réaction de Charles III au mariage de son jeune frère avec une femme de condition sociale inférieure.

La Sanction pragmatique a été promulguée lors des réformes des Bourbons, à une époque de transformations sociales et politiques. A première vue, il peut sembler paradoxal que la couronne ait introduit un contrôle sévère sur le mariage, précisément à une période d'ouverture politique libérale et de modernisation. Mais les lois n'expriment pas nécessairement les changements des valeurs sociales. La Sanction pragmatique visait à augmenter le contrôle social sur des pratiques matrimoniales qui semblaient menacer l'ordre hiérarchique établi.

La sécularisation des réglementations matrimoniales entraîna la suppression de la liberté individuelle dans le mariage. A partir de cette date, tout conflit matrimonial dut être résolu devant un tribunal. Ensuite, plusieurs autres décrets royaux renforcèrent l'autorité parentale en matière de mariage.

La Sanction pragmatique

En 1778, la couronne étendit la Sanction pragmatique aux Indes, « *considérant les effets aussi dangereux, voire davantage, causés par cet abus [de mariages inégaux] dans mon Royaume et mes Dominions des Indes, à cause de leur taille, de la diversité des classes et des castes de leurs habitants (...) et les dommages très sévères provoqués par la liberté absolue avec laquelle des jeunes passionnés et incompetents des deux sexes ont été fiancés* » (9). La Sanction ne concernait pas « *les mulâtres, les Noirs, les indigènes, et les individus de castes et de races du même type* », censés n'avoir aucun honneur à protéger. Pour tous les autres, le consentement parental était exigé ; en cas d'opposition des parents, les autorités civiles avaient le pouvoir d'accorder des exemptions.

L'application de la Sanction dans les colonies rencontra une opposition considérable. Les gens peu fortunés n'avaient guère à perdre en se mariant contre la volonté de leur famille ; il s'agissait souvent de ceux qui désiraient se marier par amour ou légitimer une relation sexuelle pré-nuptiale, sans se préoccuper de la différence sociale. Mais le problème crucial était posé par les

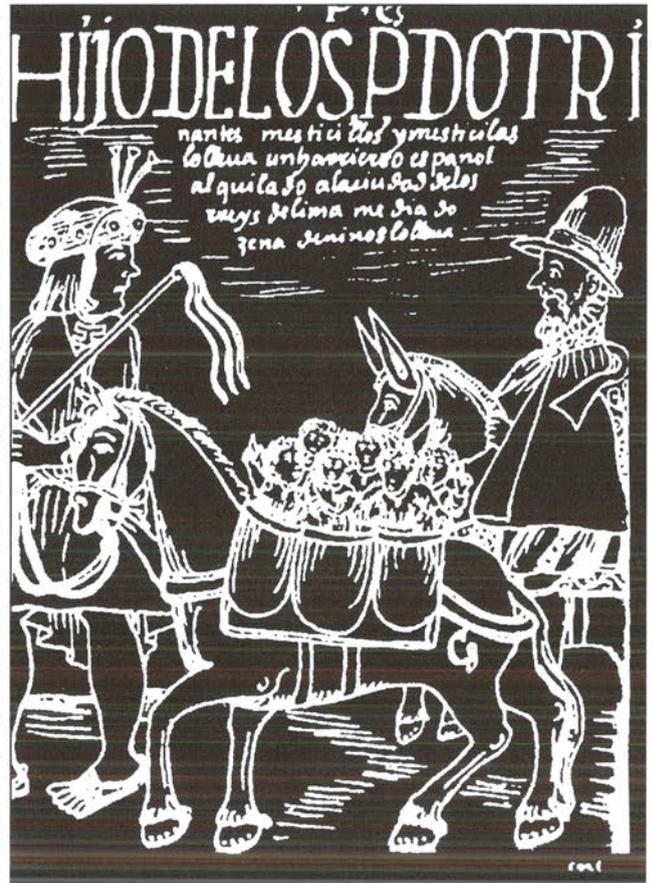
mariages inter-raciaux. Les préjugés raciaux et la raison d'Etat ne l'emportaient pas toujours sur les passions humaines, pas plus que les impératifs moraux de l'Eglise.

Plusieurs autres décrets royaux sur la question des mariages inégaux suivirent celui de 1778, révélant une double controverse. La couronne favorisait les mariages dans les colonies, parfois malgré l'opposition parentale, pour y encourager la croissance de la population. Or il existait un important rejet des mariages inter-raciaux de la part des autorités coloniales, à cause de leur volonté de maintenir la "pureté du sang". Au départ, il n'était pas facile de savoir qui avait besoin d'une permission officielle pour épouser un "membre des castes", c'est-à-dire un "non Blanc".

En 1810, ce doute fut finalement levé par un décret ordonnant aux nobles et aux autres adultes dont la pureté de sang était vérifiée et qui voulaient se marier avec des Noirs, des mulâtres, et d'autres castes, de demander une licence à l'autorité civile coloniale. Ceci impliquait une interdiction potentielle des mariages inter-raciaux et établissait que le mariage était une affaire de l'Etat. Il ne s'agissait plus de protection des intérêts familiaux mais de la stabilité de l'ordre social, c'est-à-dire, dans les colonies, de la hiérarchie raciale.

Les femmes sous contrôle

Quelles furent les conséquences pour les femmes de cette évolution raciste de la loi matrimoniale ? Quand une position sociale est attribuée à des qualités inhérentes, naturelles, raciales, et *a fortiori* héréditaires, le contrôle de l'élite sur la capacité de procréation de ses femmes est essentiel pour préserver sa prédominance sociale. Ainsi, selon un juriste espagnol du XIXe siècle, seules les femmes pouvaient apporter des bâtards au sein d'une famille. En institutionnalisant la notion métaphysique du sang comme le détenteur du prestige de la famille et l'instrument idéologique de garantie de la hiérarchie sociale, l'Etat, en alliance avec des familles de sang pur, soumit les femmes à



un nouveau contrôle de leur sexualité, alors que les hommes prenaient leur plaisir avec des femmes de bas statut social sans avoir à assumer aucune responsabilité.

L'Eglise a défendu la liberté de mariage afin de protéger la vertu sexuelle comme valeur morale en tant que telle ; l'Etat transforma le mariage en instrument pour protéger le corps social.

Mais il faut émettre une réserve : la réglementation légale du mariage fut nécessaire précisément parce qu'il y eut toujours des hommes et des femmes qui défiaient l'ordre politique et racial et ses valeurs sociales et morales.

Le racisme actuel ne découle pas seulement de l'expansion coloniale. Au XIXe siècle, le racisme "scientifique" vint remplacer la métaphysique de la pureté du sang, aidant à masquer la contradiction entre la doctrine individualiste du mérite et la réalité de la société de classes en formation remplie d'inégalités sociales. Les conflits raciaux ne peuvent être réduits à un résidu colonial anachronique. La forme particulière qu'ils prennent en Amérique latine, et leurs liens étroits avec le contrôle de la sexualité des femmes, vient du tout début de la société coloniale, quand la conquête des femmes représentait une part essentielle du projet colonial. ★

Nacla, février 1991

8) *Ibidem*.

9) *Ibidem*.

Le prophète désarmé

Ces dernières semaines, les événements se sont accélérés en Haïti. Les mobilisations se sont intensifiées, surtout dans les lycées et les facultés. La répression atteint de nouveaux sommets. Marc Bazin a été nommé Premier ministre par les putschistes (voir *Inprecor* n° 339 du 25 octobre 1991). Parallèlement, les Etats-Unis se livrent, dans les coulisses, à de grandes manœuvres pour imposer une solution qui pourrait signifier une mise sous tutelle d'Haïti.

Arthur MAHON



UNE FEMME d'un quartier de Raboteau, un bidonville de la ville de Gonaïves, déclarait à un journaliste français au début du printemps : « Il y a deux semaines, des pneus ont été enflammés par ici au milieu de la nuit, on ne sait pas par qui. De temps en temps, on trouve des tracts dans la rue. La population montre qu'elle n'est pas endormie. Quand il y a trop de calme en Haïti, il faut toujours s'attendre à ce que quelque chose éclate. » Dans sa majorité, le peuple résiste en silence. Il prend des notes mentalement. Mais, en même temps, il s'impatiente et s'énerve. Et l'armée sait qu'elle pourrait être confrontée à de brusques explosions.

L'embargo qui avait été décidé par l'Organisation des Etats américains (OEA) n'a plus guère d'existence. Les camions qui apportent en Haïti des produits de toutes sortes (notamment des équipements pour l'armée) se bousculent aux postes frontières de la République dominicaine. Il y a longtemps que les putschistes ont obtenu que des tankers apportent l'essence et le fuel en grandes quantités. Et pourtant, les prix ont augmenté de manière catastrophique pour les plus pauvres. Même les prix des produits de première nécessité, qui n'ont jamais été concernés par l'embargo, ont

augmenté d'au moins 20 %, et souvent de beaucoup plus. Depuis le coup d'Etat, l'économie s'est effondrée.

Résistance et mobilisations

A la campagne, les paysans souffrent plus que jamais de la répression. Après le coup d'Etat, des centaines de milliers de personnes avaient fui la répression qui sévissait dans les villes et trouvé refuge à la campagne. Mais la situation y est devenue insupportable. Le système des "chefs de section" — civils nommés par l'armée pour faire régner l'ordre — a été remis sur pied. Et ces derniers ont reconstitué leurs réseaux d'hommes de main. De nouvelles armes leur sont distribuées. C'est ainsi que, dans le département du Sud-Est, qui ne compte que 300 soldats, 17 camions chargés d'armes, brésiliennes et israéliennes selon les rumeurs, sont arrivés au mois de janvier.

A la campagne, la répression a deux objectifs : briser l'esprit contestataire des paysans et leur extorquer de l'argent. Pour

ce faire, on arrête les paysans et on les bat jusqu'à ce qu'ils donnent la somme d'argent demandée. Tout est bon pour les rançonner. Certains vendent tous leurs biens et, au risque de leur vie, tentent de gagner les Etats-Unis sur un voilier. Ils sont plus nombreux encore à se cacher dans les forêts et les montagnes. Ils reviennent chez eux de temps en temps pour se ravitailler, mais ne peuvent plus cultiver leurs terres.

La résistance s'est longtemps exprimée essentiellement sous la forme de graffitis, d'affiches, de tracts, de bulletins, de manifestations-éclaircies. Une vingtaine de petits bulletins (certains imprimés à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires) sont diffusés dans le pays. Les plus connus sont *Kawoutchou* (*Pneu*), *Mawon* (*Nègre marron*), *Kokoriko*, *Pikan Wouj* (*Piquant rouge*). Certains bulletins appellent à la formation de comités de résistance.

Depuis le début du mois d'avril, les mobilisations se développent à Port-au-Prince et dans plusieurs villes de province. Le 29 avril 1992, des milliers d'habitants de la capitale ont fait un concert de bruits pour réclamer le retour d'Aristide. Le 2 mai, 200 prêtres et religieuses défilaient en procession dans les rues de Port-au-Prince, ils réclamaient la libération d'une religieuse vénézuélienne trouvée en possession de calendriers portant la photo d'Aristide. Cette procession était aussi une manière de répondre au nouveau nonce, qui avait présenté la veille ses lettres de créance au président des putschistes : le Vatican est ainsi, de ce fait, le premier Etat qui les reconnaît officiellement.

« Faire bouillir la marmite »

Les étudiants ont été les premiers à se mobiliser au printemps. En dépit de bastonnades, d'arrestations et de jets de gaz lacrymogènes, ils n'ont pas hésité à organiser de véritables manifestations dans les établissements scolaires et à braver l'armée

lorsqu'elle arrivait sur les lieux. La Fédération nationale des étudiants d'Haïti (FENEH) a célébré la semaine de l'université sur le thème : « *Université, carrefour de la résistance* ».

Le 18 mai, une action d'éclat a été accueillie avec enthousiasme par la population, et a donné un nouvel élan aux mobilisations. Ce jour-là, un petit avion, qui avait décollé de l'étranger, a arrosé de tracts plusieurs quartiers de Port-au-Prince et quelques villes de province. Le tract portait, sur



une face, un portrait d'Aristide surmonté du drapeau national, et, sur l'autre, un appel à une « mobilisation de longue haleine », à une « résistance totale et absolue » et à « faire bouillir encore plus la marmite de la mobilisation dans l'ordre, la discipline et l'unité ». Il appelait aussi à écouter *Radio-16 décembre*, une nouvelle station en ondes courtes qui émet vers Haïti depuis les Etats-Unis. Elle vient suppléer en partie *Radio Enriquillo*, catholique et solidaire du peuple haïtien, qui émet depuis la République dominicaine, et dont le gouvernement de Balaguer a interdit les émissions en créole. *Radio Enriquillo* continue cependant à transmettre chaque jour des informations en créole... sous la forme de chansons.

Impuissante à empêcher l'action du 18 mai, l'armée a répliqué par une répression, d'autant plus sauvage qu'en quelques jours plusieurs militaires ont été agressés ou tués. Le numéro 3 de l'armée a même été visé par un attentat.

Pourquoi ces agressions ? Un militaire a été attaqué et son arme dérobée ; il a sans doute été attaqué par un groupe de résistants, mais on sait, par contre, qu'au moins trois des soldats tués ont été exécutés par d'autres militaires connus pour leurs exactions.

Depuis quelques semaines, l'armée cherche à terroriser la population en employant les mêmes méthodes que lors du coup d'Etat. On entend des tirs à travers tout le pays. Selon le bulletin *Résistance et Démocratie*, qui cite un organe de défense des droits de l'homme, entre le 22 et le 25 mai, dans une zone de Port-au-Prince, une centaine de personnes auraient été victimes d'exécutions sommaires, et certains corps jetés à la mer. Les prisons sont pleines. Le soir, des enfants sont enlevés dans les quartiers populaires. La nuit, l'armée mitraille les enfants des rues.

Le foyer nommé « La famille c'est la vie », qui avait été créé par Aristide pour les accueillir, a été incendié.

Malgré la répression, les élèves des lycées publics et de quelques collèges privés n'ont pas tardé à prendre le relais des étudiants dans la capitale et dans plusieurs villes de province. Le 24 mai, le gouvernement décidait de fermer pour une semaine la plupart des classes des lycées publics et d'avancer la date des examens. Mais les élèves se rendirent tout de même dans leurs écoles, souvent encerclées par l'armée. De nouveaux affrontements ont eu lieu, et au moins un élève a été tué dans la capitale. Le 1er juin, deux lycéennes ont été blessées par balles, après que des militaires aient investi

leur école, où un drapeau portant l'effigie d'Aristide avait remplacé le drapeau national. Le 3 juin, des élèves ont déchiré leurs papiers d'examen et lancé des pierres contre les militaires qui entouraient leur école.

Rarement les Etats-Unis auront eu une attitude plus hypocrite qu'au sujet d'Haïti. Tout en manœuvrant dans les coulisses pour affaiblir la position d'Aristide, ils font périodiquement des gestes pour faire croire qu'ils appuient le retour de la démocratie : rappel momentané de leur ambassadeur, petites phrases de condamnation de Bush, retrait des visas à certains Haïtiens, etc. Ces gestes sont destinés à la fois à l'opinion internationale et au peuple haïtien.

Le cynisme international

L'hypocrisie de l'administration Bush a été particulièrement mise en relief par le scandale des *boat people*. Depuis le début de la crise, 38 000 réfugiés ont été interceptés par les garde-côtes américains. Parmi eux, 23 000 ont été ramenés en Haïti, où l'armée a relevé immédiatement leur identité et leurs empreintes digitales. Seuls 10 000 ont été autorisés à se rendre aux Etats-Unis pour poursuivre leur démarche de demande d'asile. Les autres attendent une décision,

tation. La compagnie aérienne française Air France, par laquelle les Haïtiens arrivaient en Suisse, a interprété ces mesures de manière encore plus restrictive. C'est ainsi que, de manière tout à fait illégale, le 11 février 1992, l'embarquement était refusé à 90 Haïtiens sur 103, pourtant tous munis de billets.

Un gouvernement fantoche

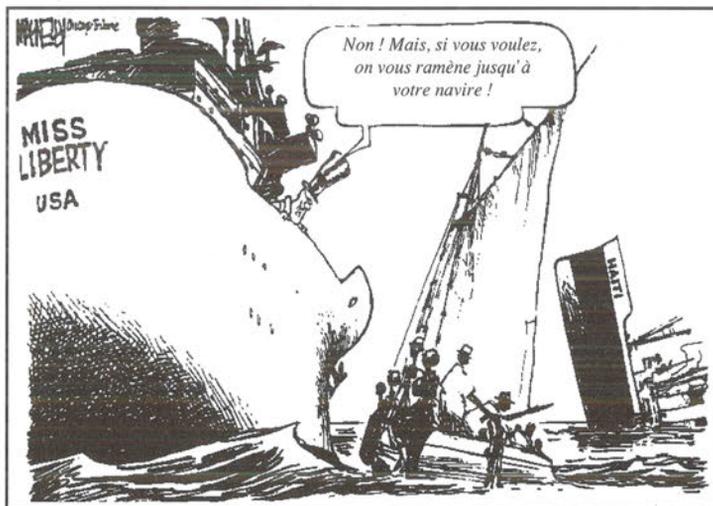
Le gouvernement putschiste et l'armée se sont opposés avec virulence à la ratification du protocole d'accord signé le 23 février 1992 à Washington par Aristide et des représentants du Parlement. Il ne put jamais être ratifié par les députés et les sénateurs. Les parlementaires opposés à l'accord (et d'autres, qui avaient été payés pour cela) quittèrent la salle, empêchant que le quorum nécessaire ne soit atteint. Des militaires menacèrent ensuite de leur arme ceux qui restaient dans la salle. Peu après, la Cour de cassation rejeta le protocole d'accord en le déclarant inconstitutionnel.

Dans un premier temps, ces événements divisèrent ceux qui s'étaient ralliés au coup d'Etat. C'est ainsi que le secteur de la bourgeoisie, touché par l'embargo de l'OEÁ, souhaitait la ratification de l'accord de

Washington. C'était aussi le cas de certains parlementaires qui s'étaient réjouis du coup d'Etat mais qui en ont maintenant assez de vivre sous la menace de l'armée et des duvaliéristes. Ainsi, du fait de l'accord de Washington, les putschistes se sont trouvés quelque temps en difficulté.

Finalement, le gouvernement putschiste, l'armée et des représentants du Parlement ont réussi à se mettre d'accord sur un texte de propositions qui, après quelques modifications, a été ratifié par les députés et les sénateurs qui n'avaient pas boycotté le vote. Il faut souligner que ce succès a été rendu possible

grâce à l'attitude de la plupart des parlementaires membres du PANPRA, qui fait partie de l'Internationale socialiste et est financé par le Parti socialiste français. L'accord ainsi conclu prévoyait la nomination d'un nouveau Premier ministre (en remplacement de Jean-Jacques Honorat), la mise en place d'un gouvernement « de consensus et de salut public », qui devait reprendre les négociations, et la démission de Nèrette, le président des putschistes. Ce dernier ne serait pas remplacé « tant qu'on n'aurait pas trouvé une solution globale et définitive à la crise ». Marc Bazin a été désigné, le 2 juin, au poste de Premier ministre, et sa nomination a été ratifiée par le Parlement — le



parqués dans la base militaire de Guantanamo. Finalement, pour mettre fin à ce problème, Bush a décidé, le 24 mai, de refouler directement les réfugiés qui seraient interceptés en mer. Le camp de Guantanamo, situé à Cuba, va être fermé. C'est ainsi qu'à la fin mai, un réfugié, qui disait avoir déserté la police haïtienne, se jetait dans la mer avant d'être remis aux autorités haïtiennes, en criant qu'il préférerait mourir.

A plus petite échelle, le gouvernement français agit avec le même cynisme pour empêcher les demandeurs d'asile haïtiens d'atteindre ses frontières. Comme la plupart passaient avant par la Suisse, il a obtenu du gouvernement helvétique qu'il refuse l'entrée aux Haïtiens non munis d'une invi-

PANPRA qui pensait que l'un des siens serait nommé s'en mord maintenant les doigts.

Cette nomination qui, quoi qu'en dise Bazin, enterre l'accord de Washington, a suscité des protestations de la part de l'OEA (qui venait de décider un renforcement de l'embargo), de Washington et de Paris. Jean-Claude Roy, un des idéologues du coup d'Etat, a même joint sa voix à ce concert d'indignation. Selon lui, « nous pouvons nous attendre au pire, à une instabilité continue et à de plus en plus de violence ».

Peu d'Haïtiens pensent encore qu'une solution négociée est possible. Il devient clair que l'organisation d'une résistance clandestine et de mobilisations populaires est la seule voie réaliste pour mettre fin à la dictature et imposer le retour d'Aristide.

Les louvoiements d'Aristide

Cette nouvelle situation a amené Aristide à modifier son langage. Après le coup d'Etat, il avait surtout mis l'accent sur l'embargo, qui devait faire s'écrouler la dictature (il a principalement permis à quelques trafiquants de s'enrichir) et sur les pressions internationales. Dans ses messages, transmis par *Radio Enriquillo*, il s'efforçait de redonner espoir au peuple haïtien. Mais il ne l'appelait pas à s'organiser. Son discours du 7 février 1992, anniversaire de son entrée en fonctions, marqua un premier tournant. Faisant référence à la lutte des esclaves contre les colons français, il lança un vibrant appel à « monter toujours plus haut le drapeau de la résistance ».

Après la signature des accords de Washington, dont le contenu décevait les Haïtiens, Aristide affirma de manière combative qu'il n'était pas question que le général Cédras tire profit de l'amnistie prévue. Mais, en même temps, par certaines déclarations, il chercha à rassurer la bourgeoisie haïtienne et l'impérialisme. Il expliquait, notamment, que lui seul pourrait empêcher des actes de représailles et reconstituer l'unité du peuple haïtien. Il affirmait aussi qu'une fois revenu au pouvoir, il serait contraint d'avancer lentement « comme une voiture prise dans un embouteillage ».

Lorsqu'il est apparu clairement que l'accord de Washington resterait lettre morte, Aristide a changé de ton. Le 18 mai, il appela à passer « à la vitesse supérieure » dans la résistance. Lors d'un message en forme de poème, il déclara notamment : « La lumière de l'histoire éclaire notre mémoire / La lumière de l'histoire chauffe

notre mémoire / Pour que nous marchions la tête droite / La tête droite en direction de manifestations / A l'université, manifestation / A l'école, manifestation / Dans la rue, dans la montagne, en ville / Aux quatre coins du pays / Appelez, criez, protestez, piafez / Sautez, appelez, criez / Répétez partout sans arrêt / Liberté ou la mort / Démocratie ou la mort / Liberté ou la mort / Démocratie ou la mort. »

Il est très positif qu'Aristide ait rompu avec le langage qu'il a employé pendant les premiers mois, et qui favorisait l'attentisme. Mais la construction d'un mouvement de résistance nécessite un programme tirant les leçons de ces dernières années — notam-



ment sur la nécessité de n'accorder aucune confiance à la bourgeoisie et sur la préparation minutieuse d'un affrontement armé. Sans doute n'est-ce pas à Aristide d'avancer ces orientations. Il cherche à exploiter à fond ses possibilités d'action au niveau diplomatique et à fissurer le camp de ses adversaires, et il est compréhensible qu'il se considère tenu à une certaine réserve. Mais cela ne devrait pas le mener à prononcer des paroles qui peuvent entraver la prise de conscience du peuple haïtien et ralentir la construction d'un mouvement de résistance ayant les moyens d'affronter la dictature.

Une tactique qui sème le trouble

Malheureusement, après avoir insisté de longs mois sur le caractère « non violent » de la résistance, et appelé de ses vœux « l'unité de la minorité privilégiée et de la majorité défavorisée », il a contribué à brouiller les esprits sur des questions essentielles.

Le principal atout d'Aristide est l'intensité de ses rapports avec le peuple haïtien, qui sont plus forts que jamais. Dans la conscience collective, Aristide est la grande figure morale et religieuse qui incarne plusieurs siècles d'espoirs et de luttes qui, depuis la victoire sur le colonialisme et l'esclavagisme, n'ont cessé d'être trahis.

Lorsqu'il était au Palais national, Aristide aurait pu utiliser sa relation exceptionnelle avec le peuple haïtien pour impulser son organisation et son autodéfense. La suite des événements a démontré que c'était la seule orientation réaliste. Certes, ce n'était pas une tâche aisée, et Aristide a parfois essayé d'aller dans ce sens. Mais, en général, il a préféré donner la priorité aux manœuvres et à la ruse dans le but d'"endormir" ses adversaires et de gagner du temps. Cela a seulement favorisé l'attentisme de la population. Or, de ce point de vue, la politique d'Aristide depuis le coup d'Etat a beaucoup de points communs avec celle menée lorsqu'il était au Palais national. En effet, il semble

considérer à tort que, vus les liens qui l'unissent au peuple haïtien, sa combativité ne sera pas affectée par ses manœuvres et les gages donnés à l'adversaire.

La nomination de Bazin a-t-elle clos le temps de la diplomatie et des négociations ? Il semble au contraire que, pour les Etats-Unis, c'est maintenant que tout commence. Le 4 juin 1992, Bush a rencontré des chefs d'Etat de la Caraïbe anglophone. L'un d'eux a expliqué ensuite la nécessité d'une solution régionale enga-

geant plus particulièrement les Etats-Unis. Le lendemain, la presse dominicaine se faisait l'écho des efforts de Balaguer pour organiser une rencontre Bazin-Aristide et prôner « une formule politique dénommée troisième option ». Et, le 6 juin, le *New York Times* annonçait que l'administration Bush travaillait à une solution négociée, dont les points essentiels seraient : un retour d'Aristide qui devrait être accepté « par les forces d'opposition » ; l'envoi d'une force multinationale de maintien de la paix sous le contrôle de l'OEA ou de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) ; la participation des forces armées au choix d'un Premier ministre. Parallèlement, la presse nord-américaine essaye à nouveau de discréditer Aristide et mène campagne pour la levée de l'embargo.

Tout est mis en place pour qu'Aristide accepte de lui-même le nouveau Premier ministre et que, face à la vague de terreur qui sévit en Haïti, l'opinion internationale cautionne l'envoi d'une "force de paix", voire la mise sous tutelle d'Haïti. ★

15 juin 1992

Mercosur, un projet en gestation

Pour le moment, le projet de marché commun pour le Cône sud de l'Amérique latine, Mercosur, provoque plus de bruit que de dégâts (1). Cependant, il serait erroné de penser que la signature du Traité d'Asuncion, le 26 mars 1992, ne serait due qu'aux manœuvres diplomatiques ou aux pressions de l'impérialisme nord-américain (qui, de toutes façons, ont existé). De nombreuses raisons de poids, historiques, économiques et politiques, ont poussé à la concrétisation de ces accords. Le problème n'est pas celui de l'intégration, vieux drapeau des nationalismes de la région et qui rencontre un véritable écho populaire, mais le caractère de classe du Mercosur, ainsi que ses conséquences immédiates et illimitées. Le Traité est avant tout un accord commercial ; ses conséquences sont immédiates — il est déjà utilisé dans certains pays pour justifier l'ajustement capitaliste néolibéral — ; c'est la main de fer dans un gant de velours.

Aldo GILI



LES ANTECEDENTS les plus importants du Traité d'Asuncion sont les accords bilatéraux passés entre certains pays du Cône sud, concernant initialement les échanges commerciaux, et instaurant des traitements de faveur aux signataires pour leur participation aux marchés intérieurs, en pratiquant des tarifs douaniers et des taxes à l'importation plus faibles pour les produits des pays qui intègrent l'accord. C'est le cas des traités commerciaux qui lient l'Uruguay, l'Argentine et le Brésil.

Mais, on ne peut comprendre le processus qui a abouti au Mercosur et ses limites sans prendre en compte les accords survenus entre l'Argentine et le Brésil au niveau commercial, économique, productif et technologique. Initiés à partir de 1985, ils concernent aussi bien la complémentarité technologique dans des secteurs comme l'industrie nucléaire et l'aéronautique que les accords commerciaux plus traditionnels, en passant par la complémentarité productive dans l'industrie métallurgique et automobile, ainsi que par 22 autres compromis.

Ni l'Uruguay ni le Paraguay n'ont leur place dans un tel processus et, à vrai dire, vu leur poids économique, productif et technologique, on ne peut pas les considérer comme faisant partie du cadre du Mercosur.

Pourquoi le Mercosur ?

Plusieurs conditions ont été remplies et, un jour d'automne 1991, le marché commun du Sud s'est concrétisé. En premier lieu, les tentatives, aussi bien de l'Argentine que du Brésil comme des autres signataires, d'intégrer le Chili au projet ont abouti.

Le Chili, dans le triste panorama latino-américain, est un exemple pour les bourgeoisies de la région et pour le capital international, compte tenu de sa relative réussite économique. Après être parvenu à créer une nouvelle couche moyenne consommatrice, le Chili a tissé des relations exceptionnelles avec les Etats-Unis, lui permettant d'entrer dans le marché intérieur nord-américain sans supporter les contraintes imposées, par ailleurs, à tous les autres pays du Mercosur. Les terribles conséquences de la politique

chilienne sur la population sont, évidemment, des sujets qui n'entrent pas en ligne de compte dans la discussion au sujet du Mercosur.

Ensuite, si on compare les tarifs douaniers et les mesures non tarifaires appliqués aux produits latino-américains par les Etats-Unis, le fait que l'Argentine et le Brésil subissent à eux seuls un coût élevé, tandis que le Chili en supporte la charge la plus faible pour ses marchandises, permet d'envisager, dans un probable futur accord, l'entrée sur le marché nord-américain de manière relativement plus facile, surtout pour le Brésil.

Par ailleurs, la rapide concrétisation du Mercosur s'explique par l'intention du Brésil de ne pas perdre le contrôle des actions des pays de la région, surtout dans ses relations avec le capital financier. Dans un passé récent, les attitudes indépendantes de l'Uruguay empêchèrent, dans les faits, la possibilité, par ailleurs peu probable, de négocier de façon conjointe la dette extérieure au sein de ce qu'on appelait à ce moment-là le Groupe des Huit (2).

Quand Bush lança l'Initiative pour les Amériques (3), deux présidents se disputèrent l'honneur d'être les premiers à appeler le "grand frère" nord-américain pour appuyer son plan : le président Lacalle de l'Uruguay, qui devança de peu le président de l'Argentine, Menem.

Collor de Melo, le gouvernement brésilien ou la bourgeoisie de ce pays n'ont pas une attitude plus indépendante et "nationaliste" que leurs homologues du Cône Sud, mais il y a bien des intérêts différents qui, dans le cas du Brésil, lui permettent des marges de manœuvres plus grandes, et lui donnent à l'extérieur un profil extrêmement plus digne que celui de Lacalle et de Menem.

Accords et austérité

Le Traité prétend, donc, dans un premier temps, parvenir à des accords commerciaux, en instituant des tarifs douaniers communs pour les produits de la région, puis une douane unique avec des tarifs douaniers également communs pour les produits extérieurs à la région. Il s'agit d'intégrer dans ce processus, d'autres pays (le Chili, la Bolivie), en essayant finalement d'arriver à des accords au niveau des politiques macro-économiques et du contrôle de l'inflation, puis à une intégration monétaire.



1) Voir *Inprecor* n° 346 et 347 des 14 et 28 février 1992.

2) Le groupe des Huit est un regroupement informel de huit pays d'Amérique latine, visant à obtenir une renégociation générale de la dette extérieure.

3) Voir *Inprecor* n° 325 et 339 des 1er mars et 25 octobre 1991.

L'unique chose qui a abouti jusqu'à présent, c'est le calendrier de réduction des tarifs douaniers pour les produits de la région. Tout le reste est encore du domaine de la fiction. Toutefois, il faut remarquer que ce seul fait a déjà entraîné de profonds changements dans beaucoup de secteurs économiques des pays les plus faibles comme l'Uruguay et le Paraguay — la faiblesse de leur économie les rend très sensibles au moindre changement dans les plans d'accumulation du capital de la bourgeoisie.

La fin du processus de substitution des importations, en vogue durant près de 30 ans, laissa de côté de nombreux secteurs de l'économie. Le Mercosur est utilisé dans bien des domaines pour en finir avec la combativité des travailleurs et des secteurs populaires, procédant à un ajustement qui permet un plus grand profit, c'est-à-dire une plus grande exploitation des salariés et du peuple, qui se traduit par le chômage et la création d'une armée de main-d'œuvre de réserve.

Mais, le Mercosur remet aussi à jour le rapport de forces entre les bourgeoisies jusqu'à de nouveaux accords, alors que la production "pirate" est à la mode — cela concerne des marchandises qui proviennent d'autres pays, auxquelles on change les étiquettes pour y inscrire *Made in Uruguay* ou *Paraguay* et qui sont destinées ensuite au Brésil ou à l'Argentine. Le Traité prévoit aussi des accords qui aboutiront à la fermeture de la majorité des entreprises uruguayennes, alors que des représentations des sociétés argentines ou brésiliennes seront installées en Uruguay.

Mais, les faiblesses du projet ne vont pas tarder à apparaître. Les intérêts des différentes bourgeoisies sont très importants, ainsi que leurs relations avec l'impérialisme et leur participation dans la division internationale du travail. Des pays avec une certaine capacité de négociation, comme le Brésil, s'associent dans ce Traité avec d'autres qui sont plongés dans une crise sociale et économique.

Le Brésil a déjà proclamé son intention d'encourager le développement et la protection de sa production agricole, s'opposant ainsi à tous les accords signés et, de façon frontale, aux intérêts argentins et uruguayens. La réaction argentine, c'est-à-dire l'adoption de contre-mesures, n'a pas eu d'effet dans les milieux brésiliens. L'Uruguay, lui, a affirmé, officiellement, que « *le Mercosur n'est pas en danger* ».

L'impérialisme, qui prétendait avoir le contrôle strict de tous les traités régionaux entre les pays d'Amérique latine, a donné

son accord au Mercosur, l'encourageant, en partie, avec l'Initiative pour les Amériques et en signant le Pacte du Jardin des roses, ou "4 + 1", avec le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay.

Les Etats-Unis et l'accord

Il s'agit là d'une nouvelle forme de domination, dictée par la faiblesse évidente des Etats-Unis devant d'autres puissances centrales, un effort pour récupérer du terrain, en s'appuyant sur son domaine de chasse exclusif : l'Amérique latine.

Ceux qui analysent le Mercosur comme un accord commercial de plus, comme le fait une partie de la gauche uruguayenne, méconnaissent la nouvelle forme que prend l'exploitation impérialiste, et qui lui sert aussi d'excuse pour abandonner définitivement des traditions qui, bien que formelles, impliquent un certain degré d'affrontement avec le système. C'est ainsi que la gauche a

et d'autres petites forces, a clairement dit que le Mercosur signifiait l'exploitation des pays de la région et n'avait rien à voir avec la prétendue intégration latino-américaine — ce qui fut justement l'argument de la majorité du FA. La synthèse de la position finalement adoptée explique que l'Uruguay ne peut pas se permettre le luxe de rester dehors.

Effets sociaux et incertitudes

Aujourd'hui, plus d'un an après la signature du Traité d'Asuncion, plus personne ne le défend, à l'exception du gouvernement.

En Uruguay, depuis la signature de l'accord, le chômage a augmenté de 20 %, les salaires ont baissé de 10 %, et le secteur informel s'est accru de 13 %. Ces données indiscutables montrent non seulement l'erreur des positions majoritaires du FA,

mais aussi qu'un vieux rêve de la gauche majoritaire — l'accord avec des secteurs de la bourgeoisie nationale qui s'affronteraient aux secteurs hégémoniques du capital qui contrôlent le pouvoir et le gouvernement — peut commencer à se concrétiser. Il s'agit des secteurs patronaux affectés par le traité, qui commencent à s'exprimer politiquement, y compris dans les rangs du gouvernement du Parti national.

Ainsi, l'ancien directeur de la Banque centrale, Javier de Haedo (maintenant conseiller personnel du président de la République) a déclaré sans détours qu'« *en 1996 le Mercosur n'existera plus* », car c'est une illusion de penser harmoniser les politiques macro-économiques et qu'il n'est pas non plus possible de réduire les tarifs douaniers pour l'échange commercial entre les quatre pays. En définitive, pour ce néolibéral à outrance, « *le Mercosur est une*

grande excuse nationale pour faire des choses que l'esprit conservateur des Uruguayens ne permettrait pas » (4).

En somme, dans le cadre de la crise et de la dépendance, cet ajustement capitaliste représente, avant tout, la recherche d'un changement fondamental dans le rapport de forces entre le travail et le capital, et une opération idéologique du néolibéralisme. ★

Montevideo, mai 1992



abandonné le slogan « *Pas de paiement* » ou « *moratoire* » de la dette ; l'attaque de l'impérialisme nord-américain et de ses conséquences (dont, par exemple, la défense de Cuba) semble aussi démodée.

En Uruguay, la discussion sur le Traité a eu lieu au sein de la coalition le Front large (Frente Amplio, FA) au moment où l'Assemblée générale votait le Traité d'Asuncion. Le Mouvement de participation populaire (MPP, qui regroupe au sein du FA la gauche révolutionnaire, dont le MLN-Tupamaros et le Parti socialiste des travailleurs, section uruguayenne de la IVe Internationale), avec le Mouvement 26 mars

4) *La Republica*, 28 avril 1992

« Sauvons la planète »

Le Sommet de la terre vient de se conclure à Rio. Le bilan est, comme on pouvait le craindre, maigre (voir *Inprecor* n° 354 du 5 juin 1992) : un accord sans objectifs précis ni calendrier visant à réduire les émissions de gaz qui aggravent l'effet de serre ; une convention sur la diversité biologique selon laquelle les pays où se trouvent des espèces protégées doivent être aidés financièrement — les Etats-Unis n'ont évidemment pas souscrit à ce texte — ; une déclaration d'intentions sur la forêt, qui devrait être adoptée grâce aux pressions des pays impérialistes — les pays du Sud la considèrent comme une atteinte à leur souveraineté — ; l'Agenda 21 qui prônait des mesures pour le "développement durable" s'est vu réduit à un catalogue de recommandations et la plupart des Etats industrialisés refusent de consacrer 0,7 % de leur budget à l'aide au développement ; enfin, une "commission de contrôle pour le développement durable" est instaurée, qui devrait veiller à l'application des accords de Rio. Le résultat de ce que la presse compare à la Conférence d'Helsinki a donc essentiellement mis en lumière la contradiction qui existe actuellement entre toute tentative de développement harmonieux du Sud et les intérêts du Nord.

Des organisations non-gouvernementales (ONG) se sont réunies en marge de la rencontre officielle, dans le cadre du Forum global ; elles ont élaboré un programme alternatif à celui des représentants gouvernementaux qui mettent en évidence la racine des problèmes qu'aurait dû traiter le Sommet de la terre. Nous reproduisons un résumé de leurs principales propositions.

DOCUMENT



LE NORD industrialisé a accumulé une dette écologique et sociale importante vis-à-vis des peuples du Sud. Alors qu'ils ne regroupent que 23 % de la population mondiale, les pays industrialisés consomment 80 % de la production mondiale d'énergie commercialisée, 79 % de l'acier, 85 % du papier et 86 % des métaux non ferreux. Le Nord, qui a un niveau de consommation élevé, est responsable en grande partie des émissions de gaz responsables de l'effet de serre (voir l'article en p. 24) et de la détérioration générale de l'environnement.

La convergence Nord-Sud passe par la nécessité de réduire la consommation d'énergie et d'autres ressources dans les pays développés et par l'augmentation du

niveau de vie des pays en voie de développement. Le concept de développement durable passe aussi par la satisfaction des besoins du Nord sans compromettre ceux du Sud, ni ceux des générations futures du Nord et du Sud.

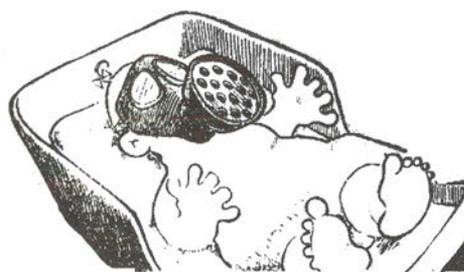
Pour y parvenir les ONG proposent d'adopter les mesures suivantes.

- Réduction de la dette extérieure des pays du Sud et de l'Est.

- Accès des pays du Sud aux marchés du Nord — à l'exception de produits dont l'exploitation nuit à l'environnement — en réduisant les barrières commerciales et non commerciales, ainsi que les aides gouvernementales aux produits du Nord.

- Transfert financier du Nord vers le Sud, qui permettrait de créer des fonds supplémentaires pour le développement durable, l'éradication de la pauvreté et le respect des engagements du Sud, en vue de préserver la diversité biologique, de freiner le changement climatique, de protéger la couche d'ozone, de réduire la déforestation et la désertification.

- Transfert de technologie vers le Sud, dans des conditions avantageuses et dans de



nombreux cas sans contreparties économiques ; transfert, en particulier des technologies qui pourraient améliorer l'environnement et réduire l'émission de produits polluants et de gaz qui aggravent l'effet de serre.

- Initiative contre la pauvreté pour en finir avec la faim, en augmentant l'autosuffisance alimentaire et en distribuant plus équitablement les revenus, dans les pays du Nord et surtout dans ceux du Sud.

- Initiative pour parvenir à stabiliser la population, en s'attaquant à certaines des causes de la croissance démographique, comme la pauvreté, l'accès à l'éducation, l'emploi et les soins élémentaires de la santé, surtout pour les femmes pauvres et leurs enfants, en mettant à la portée de tous les services d'une planification familiale libre et responsable.

Réchauffement et pollution

Les pays industrialisés doivent réduire leurs émissions de dioxyde de carbone (CO₂) par habitant, d'au moins 20 % d'ici l'an 2 005 ; ce sera le premier pas vers un nouveau modèle énergétique moins intensif, plus efficace, et où les sources renouvelables auront plus de poids — énergie solaire ou éolienne.

A l'horizon 2 000, les émissions globales de CO₂ doivent être réduites de 75 %, afin de stabiliser la concentration de CO₂ dans l'atmosphère et de ralentir le réchauffement terrestre.

En ce qui concerne les pays du Sud, à court terme, on peut craindre une hausse des émissions de CO₂ en provenance des combustibles fossiles, compensée partiellement ou totalement par la réduction du CO₂ produite par le brûlage des forêts tropicales. Quoi qu'il en soit, étant donnée la répartition inégale des émissions, on ne peut pas sérieusement exiger un engagement ferme pour la réduction des émissions en provenance des combustibles fossiles des pays du Sud à l'horizon 2 005.

L'énergie nucléaire doit être abandonnée et les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) doivent introduire un nouvel impôt sur l'énergie pour encourager des mesures d'économie d'énergie.

- L'ozone. Le Protocole de Montréal

sur la production de chlorofluoro-carbone (CFC) doit être modifié, afin d'interdire totalement sa production en 1993.

● **Diversité biologique.** L'approbation d'une convention sur la biodiversité, préservant la diversité naturelle, pourrait être la plus belle réussite du Sommet de Rio.

L'extinction de milliers d'espèces, la plupart non étudiées, est un des plus grands problèmes de l'environnement. Si on continue au rythme actuel, une espèce sur quatre, végétale ou animale, court le risque de disparaître dans les 20 prochaines années.

Deux tiers des ressources énergétiques se trouvent dans les pays en voie de développement. Les forêts tropicales, qui ne couvrent que 7 % des terres émergées, abritent la moitié des espèces actuelles.

Les droits du Sud, la propriété morale des peuples indigènes, le transfert de biotechnologie dans des conditions avantageuses, à condition qu'il améliore la santé et l'environnement, la souveraineté nationale des pays détenteurs de ressources énergétiques et le coût que représente pour le Sud la non-destruction des écosystèmes qui abritent la plus grande diversité biologique, doivent être prévus dans le protocole de Montréal et dans les réunions du GATT.

La manipulation génétique doit être soumise à un moratoire indéfini, jusqu'à ce que l'on dispose des études scientifiques nécessaires sur son utilisation et ses impacts.

Désarmement et démilitarisation

On peut réduire les dépenses militaires, dans tous les pays, de 50 % au moins d'ici l'an 2 000, et libérer de gigantesques ressources, de l'ordre de 500 milliards de dollars par an. Avec ces fonds, on pourrait rapidement régler des problèmes de pauvreté, de dégradation de l'environnement et de développement.

Il faut éliminer les armes de destruction massive, spécialement les armes nucléaires, chimiques et bactériologiques, et interdire les essais nucléaires.

● **Déchets.** La prolifération de déchets toxiques, dangereux et radioactifs, doit être réglée, d'abord en réduisant ou en supprimant leur production, et ensuite, en interdisant leur exportation vers les pays du Sud. Il faut une politique de réduction des déchets, prévoyant leur réutilisation et leur recyclage.

● **Forêts.** La déforestation des forêts tropicales et des zones tempérées provoque et aggrave l'effet de serre et va à l'encontre de la diversité biologique, tout en augmentant l'érosion et en altérant l'équilibre hydrique. ★

Résumé tiré de *Hika*
Mai 1992

L'environnement et les deux mondes

Contrairement à la démarche officielle du récent Sommet de la terre de Rio, il faut faire le lien entre les bouleversements provoqués par la pollution et les distorsions des modèles économiques en vigueur dans le Nord et dans le Sud — c'est de cela que dépend toute solution globale aux problèmes d'environnement.

Luiz PINGUELLI ROSA *



LA REFLEXION sur un nouveau mode de développement ne se limite pas à la discussion sur les technologies alternatives et sur le développement durable. Ce dernier concept est de plus en plus utilisé dans les ouvrages concernant les pays en voie de développement, même si son emploi n'est pas toujours précis. Le sens scientifique de ce terme représente une synthèse visant à répondre à deux demandes sociales apparemment divergentes. C'est une réponse politique non seulement aux pressions existant pour la préservation de l'environnement et la conservation des ressources naturelles périssables, mais aussi à la nécessité d'augmenter la production pour répondre aux besoins d'une partie de plus en plus importante de la population mondiale, exclue des bénéfices de la technologie moderne. Paradoxalement, ces populations subissent les conséquences de la diffusion de technologies qui agressent l'environnement — pour preuve l'accident chimique de Bhopal, en Inde, et la contamination radioactive avec du césium 137 à Goiânia, au Brésil.

Sans être aussi violents que ces catastrophes écologiques, les effets permanents de la pollution sont tout aussi importants dans des pays comme le Brésil. Les effets des industries de la production d'énergie, des transports, de l'utilisation abusive de produits chimiques dans l'agriculture ou de l'absence de services sociaux de base — eau potable, logements salubres, etc. — se propagent des zones urbaines vers les zones rurales.

A la dégradation de l'environnement

provoquée par la modernisation mal assimilée, il faut ajouter celle causée par le retard. On ne peut donc pas prétendre que le problème de l'environnement ne touche pas les pays du tiers monde et ne concerne que les nations riches.

Cette question est liée au développement qui doit être équilibré, et la solution ne peut être de limiter la croissance économique pour préserver l'environnement — une bonne partie de la pollution est provoquée par le retard et la pauvreté. Cela est évident, mais cela entre aussi en conflit avec nombre de conceptions sous-jacentes dans certains ouvrages sur l'écologie — les textes sur cette question sont abondants et recouvrent différentes tendances qui ne sont pas homogènes.

Des études récentes essayent de dresser une typologie de ces tendances, qui vont du pessimisme pur, propre au néomalthusianisme, de la thèse de la croissance zéro, aux scénarios sur l'épuisement des ressources naturelles à court terme et à des modèles mathématiques catastrophiques, en passant par des propositions programmatiques sur le contrôle de l'environnement, la réglementation de la pollution, de conservation de l'énergie et l'amélioration de l'efficacité technique, jusqu'aux nouvelles utopies sociales d'humanisation du développement, de décentralisation — « *Small is beautiful* » [« *Tout ce qui est petit est beau* »] —, du développement durable et de la recherche d'un nouveau mode de développement.

D'un point de vue théorique, il existe actuellement une discussion sur les grands choix d'organisation de la société. Aux deux extrêmes, on trouve le libéralisme économique et la planification centralisée. A l'affirmation selon laquelle le socialisme

* Luiz Pinguelli Rosa est coordinateur du Forum de science et culture de l'Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ) et professeur du programme de développement énergétique de la Coppe-UFRJ.

orthodoxe serait la seule voie pour sortir de la misère et de la pauvreté, s'oppose le dogme du néolibéralisme comme seule solution rationnelle permettant de faire fonctionner l'économie.

Néolibéralisme débridé et planification autoritaire

Mais quel est le degré de viabilité de ces théories dans les pays en voie de développement quant à la définition du rôle de l'Etat dans la promotion de la croissance économique ? On manque de bases empiriques pour vérifier ces deux postulats, d'un point de vue géographique et historique. La crise des pays de l'Est a révélé les insuffisances de l'orthodoxie socialiste. La pauvreté et la misère de la majorité de la population mondiale mettent en évidence l'incapacité des forces libres du marché à donner un coup d'accélérateur aux économies qui sont en retard.

Dans les pays où l'Etat est intervenu de façon pragmatique — au Brésil, dans le passé, au Japon ou encore en Corée du Sud, jusqu'à nos jours — la croissance a été accélérée. La baisse du rythme de croissance en Amérique latine se révèle actuellement par une crise de récession qui frappe différents pays, comme le Brésil, même si ce dernier a un excédent commercial qui dépasse souvent le milliard de dollars par mois. La crise est attribuée, en partie, aux problèmes internationaux, comme la dette extérieure et le retard des investissements étrangers, associés aux changements dans la division internationale du travail et des marchés, encouragée par les nouvelles technologies et les nouvelles formes d'organisation de la production. Dans cette catégorie, on inclut aussi la constante automatisation de l'industrie et des services, le passage de la ligne de montage du fordisme et du taylorisme aux petites unités de production, l'arrivée de matériaux synthétiques, la réduction de l'intensité énergétique des produits et l'information alliée aux télécommunications par satellite.

Les avantages comparatifs que donnait à certains pays le fait de disposer de ressources naturelles et d'une main-d'œuvre bon marché perdront du terrain. Ce phénomène survient même dans les pays producteurs de pétrole, dont le prix, après avoir grimpé lors des chocs des années 70, a décliné, même au cours de la crise récente du Koweït.

Les organisations internationales de financement et les pays riches exerceront désormais une pression incessante pour limiter l'action des Etats nationaux dans la promotion directe du développement, et en investissant dans des secteurs jugés comme stratégiquement prioritaires. Au Brésil, l'intervention de l'Etat dans les secteurs de



« Au secours ! »

l'infrastructure s'est développée, d'un point de vue économique, jusque dans les années 80, malgré la distorsion du modèle de développement adopté.

Dans le domaine de l'énergie, cette intervention a donné la priorité à la construction de grandes centrales hydroélectriques ainsi qu'au projet nucléaire inachevé pour produire de l'électricité, à la production nationale et à l'utilisation du pétrole *off shore* ainsi qu'à l'encouragement de la production et à l'utilisation de l'alcool pour les automobiles.

Aujourd'hui, la question qu'il faut aborder est celle du manque de ressources pour maintenir les investissements dans le cadre de ce modèle historique et l'émergence de forces politiques et sociales qui s'opposeraient aux travaux qui ont de graves répercussions sur l'environnement naturel et humain. Des erreurs graves, comme le programme nucléaire très coûteux et le faible coefficient en watts au mètre carré de la centrale hydroélectrique de Balbina renforcent de telles critiques.

Qui provoque l'effet de serre ?

Les alternatives énergétiques ont quelquefois été abordées comme des remèdes miracles, avec une vision ingénue fréquente après les chocs pétroliers des années 70. Cette vision a surestimé sa viabilité technique et économique jusqu'au début des années 80. Entre temps, les investissements initialement prévus furent réduits ou réalisés de façon discontinuée. La crise du Koweït a remis la question des alternatives énergétiques sur le devant de la scène, mais avec moins de force que par le passé. Actuellement, la valorisation des énergies renouvelables se trouve au centre de la discussion sur l'effet de serre.

La première des altérations climatiques

actuelles découle de la prolifération du gaz carbonique (CO₂) dans l'atmosphère terrestre à cause des combustibles. Celle-ci devient d'autant plus grave dans le cas des combustibles fossiles — le pétrole, le charbon, le gaz naturel — car, en un temps relativement court — depuis la révolution industrielle —, le carbone fixé dans la matière organique accumulée dans le sous-sol est libéré ; celle-ci provient de la décomposition de la biomasse au cours d'un temps biologique extrêmement étendu. L'énergie lumineuse originaire du soleil, qui a des incidences sur la terre depuis des siècles, provoque la synthétisation de la biomasse qui, après s'être décomposée dans des conditions spéciales, se transforme en combustibles fossiles accumulés. Sa combustion provoque un déséquilibre entre l'émission de CO₂ et sa réabsorption à travers plusieurs processus naturels. Le résultat c'est que la présence de CO₂ dans l'atmosphère augmente. En principe, cela est moins grave que de brûler directement des végétaux.

En effet, le végétal réabsorbe le carbone du CO₂ présent dans l'air. Mais lorsqu'on brûle du bois, que ce soit pour étendre les terres agricoles ou comme source d'énergie, sans reforestation, le CO₂ libéré n'est plus réabsorbé — pour fixer le carbone — et sa concentration augmente dans l'air.

Le CO₂ a, en plus, la propriété physique d'être transparent à la lumière solaire reçue par la terre et d'absorber, en émettant en retour une partie de la radiation thermique émise par la terre vers l'espace. Cela est dû au fait que les niveaux d'énergie du CO₂ seraient tels que la différence entre certains d'entre eux coïncide avec l'énergie des photons de la radiation thermique, de basse fréquence. Celle-ci est émise par la surface terrestre, dont la température atteint quelques dizaines de degrés centigrades. Cependant, la fréquence de la radiation augmente fortement lorsque la température de l'émetteur

augmente, l'énergie du photon est directement proportionnelle à la fréquence de radiation émise (lumière) et beaucoup plus élevée que celle émise par la terre. Ensuite, l'énergie des photons est supérieure à la différence existante entre n'importe quel niveau d'énergie du CO₂, qui ne peut pas absorber la lumière à cause de cela, et la laisse passer. C'est l'effet de serre : toute l'énergie de la lumière incidente traverse la couche de CO₂, mais une partie de l'énergie émise par la terre est absorbée par le CO₂ et est renvoyée. Une fois l'équilibre énergétique brisé entre ce qui entre et ce qui sort, la température de la terre augmente, sauf s'il y a d'autres effets compensateurs en provenance de différentes sources.

Le CO₂ apparaît comme le "méchant" de l'histoire, mais il existe d'autres gaz qui provoquent des effets de serre, dont le méthane (CH₄), le chlorofluoro-carbone (CFC), l'ozone, la vapeur d'eau, etc. — cette dernière, guère citée, contribue fortement à l'effet de serre.

On ne peut pas conclure cependant à une fatalité de la catastrophe climatique — la fonte d'une partie des glaces des zones polaires, l'augmentation du niveau de la mer, la diminution de la production agricole mondiale, etc. Ces prévisions sont le fruit de modèles systématiques globaux avec de nombreux paramètres et hypothèses, avec des résultats sensibles à une faible variation des paramètres et aux changements d'hypothèse, qui peuvent être remplacés par d'autres tout aussi acceptables et tout aussi vulnérables. On peut aussi obtenir des effets simultanés et compétitifs, dans des sens opposés, les uns annulés par les autres, avec des conséquences opposées selon le délicat équilibre entre les causes. Lorsqu'il s'agit de questions aussi complexes que le climat, il est difficile d'identifier une seule cause, entre les multiples en présence.

En plus de l'effet de serre, qui contribue à la hausse de la température, d'autres facteurs peuvent aller en sens contraire. La terre a déjà traversé des périodes plus froides et sa température globale est montée, puis descendue au cours des temps.

Cette relativisation de la prévision des conséquences globales de l'effet de serre ne doit pas servir à nous conforter, et à nous pousser à laisser le CO₂ augmenter de façon incontrôlée ; ce n'est pas parce que la catastrophe n'est pas certaine qu'on peut être sûr qu'elle ne va pas arriver. La relativisation sert à peine pour soulager les tensions sensa-

tionnalistes et pour ne pas tomber dans une paranoïa improductive ou paralysante. Mais il existe des indices ou des résultats de modèles, qui sont discutés dans des congrès mondiaux et publiés dans des revues scientifiques, selon lesquels il est possible que des catastrophes surviennent si nous ne faisons rien pour contrôler l'émission des gaz dans l'effet de serre.

Le Brésil ne peut pas échapper aux



« Un jour, petit, tu me remercieras pour ça. »
 "Bush pourrait boycotter le Sommet de la terre pour préserver les emplois américains."

remises en question internationales concernant la destruction de l'Amazonie. Mais les responsables de l'émission du CO₂, qui provoque l'effet de serre, sont essentiellement les pays riches de l'hémisphère Nord, qui brûlent une grande partie du pétrole, du charbon et du gaz naturel. Cela reste toujours vrai, même si les données dont on dispose montrent que la contribution brésilienne n'est pas négligeable. Selon certaines estimations, la production d'énergie est responsable de 57 % du CO₂ propulsé dans l'atmosphère et la déforestation provoque 25 % de ce phénomène.

L'Amazonie et la dette

La déforestation du Brésil est responsable à elle seule de 20 % du CO₂ provenant de ce phénomène au niveau international — 5 % du CO₂ total. Ces estimations placent le Brésil au quatrième rang du *ranking* mondial, après les Etats-Unis, l'ancienne Union soviétique et la Chine — ces chiffres méritent une analyse sérieuse.

Les responsabilités des pays dans la production de CO₂ changent lorsqu'on analyse la contribution par habitant — les pays industrialisés sont alors dans une

situation bien pire. En ce qui concerne l'utilisation de l'énergie, le Brésil dispose jusqu'à présent de l'avantage d'utiliser des ressources renouvelables : l'hydroélectricité, l'alcool et le charbon végétal des forêts plantés — les trois premières sont en recul, à cause de l'internationalisation de l'économie ou de la négligence du gouvernement.

Au Brésil, la nécessité d'étudier le problème de la déforestation de l'Amazonie est criante. Selon des études de l'Institut de recherches de l'Amazonie (IPA), il faut au moins prendre deux mécanismes pour comprendre ce phénomène. D'abord, il faut savoir que les forêts assimilent le carbone de l'atmosphère le transmettant à d'autres réservoirs d'eau. Ensuite, les forêts sont jugées par certains comme une source importante de chaleur à cause de la circulation générale de l'atmosphère dans le monde ; du fait de la déforestation, la réduction de l'évapo-transpiration locale est importante, ce qui réduit la libération de la chaleur latente. Ces deux considérants ne s'excluent pas forcément l'un l'autre, mais ils ont des effets opposés.

Ce problème doit être abordé en étudiant les différents aspects et en proposant des politiques et des mesures préventives selon les connaissances dont on dispose. Parmi ces mesures, il y a la reforestation, l'utilisation des forêts et leur préservation, ainsi que la réduction du brûlage des combustibles grâce à l'augmentation de l'efficacité thermique des équipements et des industries, du remplacement de combustibles par d'autres sources d'énergie non combustible et/ou renouvelable, comme l'alcool.

Pour mieux contrôler ce problème, il faut mobiliser des gens formés à des pratiques professionnelles variées, dans un cadre interdisciplinaire. On doit, par exemple, étudier le cycle du carbone, sa fixation dans les forêts, son transfert dans les fleuves et de là dans l'océan, puis les effets globaux de la présence du CO₂ dans l'atmosphère. De nombreux chercheurs brésiliens se sont consacrés à fond au problème de l'Amazonie et aux effets de la déforestation. Il y a quelques années, une polémique a eu lieu concernant le pourcentage de cette région qui aurait déjà été rasée, car l'Institut de recherches spéciales (INPE) l'avait officiellement évalué à 5 %, après une analyse de données par satellite. D'autres experts de l'INPE mettent ce chiffre en question ; la Banque mondiale le porte même à 12 %.

Une étude de l'IPA parle de 7 %. Ces différences indiquent qu'il faut approfondir les recherches et unifier les efforts.

Sans une gestion sérieuse des ressources financières et sans une politique déterminant les ressources humaines compétentes, il n'y aura pas de recherche. La politique actuelle du gouvernement visant à réduire le budget de la recherche scientifique et les subventions du secteur public — où travaillent la majorité des scientifiques —, signifie que les études scientifiques sur l'Amazonie seront de moins en moins sérieuses.

L'alibi de la forêt

Sur le plan international, le gouvernement a besoin de redorer son blason sur la question de l'Amazonie. Il ne peut plus se limiter à adopter des résolutions qui ne seront jamais appliquées, ni à défaire d'une main ce qu'il fait de l'autre — l'Institut Ibama, par exemple, a été créé pour contrôler la déforestation, alors que d'autres organismes du gouvernement l'aggravent.

Dans les dernières décennies, la déforestation a été stimulée par des encouragements fiscaux et des financements sans lesquels les projets agricoles dans l'Amazonie ne seraient pas viables. En termes économiques, il est plus rationnel d'exploiter les forêts que de les arracher pour élever du bétail, comme le prouvent les différentes recherches. Les grands projets agricoles ont été faits de façon désordonnée, conséquence de la politique agricole et foncière appliquée au Brésil. Un contingent de plus en plus important de migrants est arrivé dans certaines zones de l'Amazonie, comme Rondonia, ce qui a des effets désastreux.

Il y a aussi le problème des réserves d'eau des centrales hydroélectriques déjà construites (Balbina, Tucui) ou planifiées (Cararaó, Babaquara, Cachoeira Porteira). Même si leur impact est bien moindre que celui de la déforestation — en termes de surfaces —, ces projets méritent aussi des études détaillées.

Il est difficile d'idéaliser une Amazonie vierge. L'expansion du capitalisme a pénétré dans cette région de manière chaotique et en causant des déprédations. Mais il faut mettre des bornes et l'Etat doit changer sa position traditionnelle d'encouragement à la destruction.

S'il est vrai que des richesses naturelles existent en Amazonie — bois, minéraux, énergie hydroélectrique, pétrole, gaz naturel — son exploitation n'a guère contribué à améliorer les conditions de vie des populations amazoniennes ni de celles du Brésil. L'énergie hydroélectrique de Tucuruí est vendue en dessous du prix normal aux entreprises multinationales de l'aluminium — Balbina a d'ailleurs été une grande erreur

technique et écologique. Les minéraux de Karajas sont exportés et produisent des devises pour payer les intérêts de la dette, alors que la pauvreté de millions de Brésiliens ne cesse de croître.

Il y a eu diverses propositions pour échanger la dette extérieure du Brésil contre des investissements alloués à la préservation de l'Amazonie ou des engagements à préserver certaines zones. Cependant, il serait plus efficace que le Brésil intègre la question de l'Amazonie dans son argumentation dans le cadre d'une offensive globale pour ne pas payer la dette — une partie de la destruction

de cette région sert au paiement des intérêts de celle-ci. Une telle attitude serait cohérente avec une politique qui aurait plus de crédibilité pour la préservation de l'Amazonie, en imposant des limites à son occupation économique, en défendant les terres indigènes, en discutant des ressources à extraire. C'est une occasion historique pour capitaliser à travers le problème de la dette l'intérêt mondial qui existe pour l'Amazonie. ★

Rio, avril 1992.

Inprecor a besoin de vous !

Comme certains d'entre vous l'auront peut-être deviné, malgré les campagnes promotionnelles d'*Inprecor*, entamées depuis quelques mois, d'importants problèmes financiers guettent malgré tout votre "revue préférée".

En effet, *Inprecor* ne dispose ni de financements occultes, ni d'aide de l'Etat, ni de publicités payantes ; il ne peut compter que sur ses lecteurs et ses amis pour vivre. Or, l'augmentation de la diffusion, réelle au cours des deux dernières années, reste insuffisante pour couvrir la hausse des coûts de fabrication et d'envoi — les frais de poste ont, par exemple, augmenté de 150 % depuis 1980, alors que le prix de la revue n'augmentait, lui, que de 100 %.

Aujourd'hui la situation financière est grave, et c'est donc la qualité du journal qui risque d'en pâtir. Nous devons faire appel à votre aide.

Voici des mesures que nous avons décidé d'appliquer :

- une campagne d'abonnements promotionnels à 60 FF pour six mois (annoncée dans *Inprecor* n° 354).

Vous trouverez dans ce numéro, un encart publicitaire annonçant cette offre spéciale, que vous pourrez distribuer à vos amis susceptibles d'être intéressés.

- Un nouveau réajustement du prix au numéro — 25 FF au lieu de 20 FF — et de celui des abonnements —, 360 FF pour un an et 190 FF pour six mois.

Cette augmentation prendra effet à partir du numéro d'*Inprecor* de rentrée, en septembre 1992.

- Une souscription pour *Inprecor*. Si chaque lecteur nous envoyait seulement 50 ou 100 francs, nous pourrions mieux faire face à nos difficultés financières*.

Si vous pensez qu'il faut sauver *Inprecor*, voilà donc deux moyens pour participer à l'augmentation de sa diffusion. Si chacun d'entre vous trouve un nouvel abonné, la survie et la qualité d'*Inprecor* seront assurées pour une longue période.

La rédaction



* Envoyer vos chèques à l'ordre de la PEC (mention "Souscription *Inprecor*").

CUBA

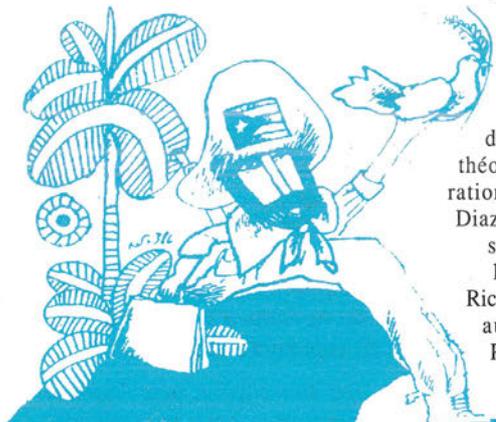
Congrès international en Allemagne

Le congrès de solidarité avec Cuba qui s'est tenu samedi 23 mai 1992, au Stadthalle de Bonn-Bad Godesberg, a réuni plus de 2 000 personnes : l'importance de la participation et la qualité des intervenants en ont fait un réel succès.

Douze orateurs, venus d'Amérique latine, des Etats-Unis ou d'Europe, se sont succédés à la tribune pour dénoncer le blocus imposé depuis 30 ans à Cuba, et ses conséquences de plus en plus dramatiques depuis l'effondrement des pays de l'Est.

Cela concerne particulièrement l'Allemagne, vu l'importance des échanges antérieurs entre Cuba et l'ancienne République démocratique allemande (RDA). Celle-ci fournissait une aide alimentaire substantielle, notamment sous forme de lait en poudre : à ce jour, les autorités de l'Allemagne réunifiée se refusent à honorer les accords passés, même au titre d'une aide purement humanitaire. Et la Communauté européenne a adopté la même attitude.

Cette politique a été dénoncée avec force par Rosario Navas, ambassadeur de Cuba auprès de la Communauté européenne, et par Dorothee Piermont, membre du Parlement européen, qui a pris en charge la solidarité avec Cuba aussi bien dans le cadre de ses fonctions officielles, que comme initiatrice de ce congrès. Ulrich Bojë, militant de la solidarité dans l'ancienne RDA est intervenu dans le même sens.



Daniel Alegria, pour le Front sandiniste, Frei Betto, théologien de la libération au Brésil, Hugo Diaz, pour la commission des droits de l'homme du Costa Rica, Teresa Gutierrez, au nom du comité Paix pour Cuba des Etats-Unis, Janey Buchan (Ecosse) et Herman

Veerbek (Hollande), parlementaires européens, ont apporté leurs contributions sur la situation faite à Cuba au nom du "nouvel ordre mondial", et dénoncé l'hypocrisie avec laquelle la question des "droits de l'homme" est mise en avant pour justifier cette volonté d'étranglement de la révolution cubaine.

Irma Barrera, députée de l'Assemblée nationale cubaine, a longuement décrit les acquis des 30 dernières années en matière d'éducation, de santé et de libération des femmes. Enfin, Roberto Robaina, secrétaire général des Jeunesses communistes et membre de la direction du Parti communiste cubain (PCC), a insisté sur la volonté du peuple cubain de préserver farouchement son indépendance, et de poursuivre dans la voie tracée en impulsant les changements nécessaires pour renforcer la révolution — la lutte contre le "blocus interne", les "blocages bureaucratiques" —, et sur leur confiance dans leur capacité à résister.

L'importance accordée par les dirigeants cubains à cette initiative a été soulignée par le long message de Fidel Castro au congrès, longuement applaudi par l'assistance. Heinz Dietrich, enseignant à l'université de Mexico, a conclu en parlant de la solidarité et des moyens de la développer. ★



FRANCE

Délit de solidarité

Une quarantaine de personnes ont été interpellées, au cours d'une rafle, en Bretagne, en mai 1992, pour avoir hébergé des militants basques en situation irrégulière, prétendument membres de l'ETA. Certaines d'entre elles ont été inculpées ou sont encore incarcérées dans des prisons de la région parisienne.

Ce n'est pas la première fois que des gens, attachés au droit d'asile et aux libertés démocratiques, sont ainsi persécutés par la police française qui fait le "sale boulot" pour le compte du gouvernement de Felipe Gonzalez — le prêtre du village de l'Espalet, en Pays basque français, accusé aussi d'avoir accueilli un réfugié basque

sans papiers, est récemment sorti de prison, grâce aux pressions des habitants de l'Espalet et des autorités religieuses.

Mais cette fois l'Etat français est décidé à faire un exemple de cette affaire : les Bretons interpellés sont accusés d'« association de malfaiteurs » et d'« aide au séjour irrégulier en liaison avec une entreprise terroriste » ; ils risquent donc de lourdes peines. Des coups de filets spectaculaires ont eu lieu, au cours des mois d'avril et de mai, en Pays Basque français et des dirigeants de l'ETA ont été arrêtés grâce à des opérations d'étroite collaboration entre la police française et espagnole — l'« Europe des polices » est en place depuis longtemps !

Les opérations policières d'intimidation contre toute manifestation de soutien aux réfugiés basques n'ont pourtant pas empêché la solidarité. En Bretagne, des comités de soutien avec les emprisonnés se sont créés dans plusieurs villes avec la participation de nombreux individus et de différentes forces politiques — des organisations nationalistes bretonnes, les Verts, la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IVe Internationale), etc. — ; de nombreuses personnalités ont apporté leur soutien aux Bretons emprisonnés. Une manifestation de 2 500 personnes a eu lieu, le 23 mai, à Quimper.

Enfin, le procès de vingt Basques, ressortissants des Etats espagnols français, va s'ouvrir à Paris le 19 juin 1992 — la police française a essayé de regrouper les cas de ces militants arrêtés au cours de différentes opérations, entre 1989 et 1991, dans une même affaire, dite "opération Delta". ★

EGYPTE

Farag Foda assassiné

Farag Foda était un écrivain égyptien de renommée internationale, connu surtout pour son combat pour la démocratie et la laïcité. Le 8 juin 1992, il a été assassiné au Caire, de toute apparence, par des intégristes.

De nombreuses manifestations condamnant ce crime ont eu lieu en Egypte même et à l'étranger. Le texte ci-dessous a reçu de nombreuses signatures.

« Le 8 juin 1992, les assassins ont tué l'un des plus courageux écrivains égyptiens. Les terroristes ont tiré sur la liberté d'expression pour laquelle Farag Foda a lutté.

» Nous dénonçons cette aberration qui consiste à répondre à l'argumentation par la violence physique, entreprise par un groupuscule qui ne représente ni l'Egypte ni la religion et qui tente, au nom de la religion, de terroriser la pensée libre, la culture et l'art, après les nombreux crimes qu'il a commis récemment contre les minorités non musulmanes et ses menaces contre les laïques. » ★

Premiers signataires : Lotfallah Solieman (écrivain - Egypte), Haytham Manna (anthropologue - Syrie), Mohamed Harbi (historien - Algérie), Ali Choubachy (journaliste - Egypte), Violette Daguette (psychologue - Liban), Ghayath Naïsse (chirurgien - Syrie), Moustafa Safwan (psychiatre - Egypte), Jabbar Yassin (écrivain - Irak), Naser Pakdaman (universitaire - Iran), Laïla el-Masri (informaticienne - Egypte), Albert Tanlos (médecin - Egypte), Amina Ayouch (psychologue - Maroc), Halder el-Hassani (éditeur - Algérie), Muhammed al-Dourobi (sociologue - Syrie), Muhammed Cheirat (universitaire - Tunisie), Soltan Abazied (médecin - Syrie).